



Société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros
Siège social : 78, rue Olivier de Serres 75015 Paris
R.C.S. Paris 380 129 866

Rapport financier du 1^{er} semestre 2017

AMF

Le présent document constitue le rapport financier semestriel
prévu par l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 juillet 2017.

sommaire

1. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2017	4	2.3 Analyse par secteur opérationnel	47
Compte de résultat consolidé	5	2.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	65
Etat du résultat global consolidé	6	2.5 Agrégats financiers non définis par les normes IFRS	67
Etat consolidé de la situation financière	7	2.6 Informations complémentaires	72
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	8	3. Déclaration de la personne responsable	75
Tableau des flux de trésorerie consolidés	10	4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	76
Annexe des comptes consolidés	12		
2. Rapport de gestion du 1^{er} semestre 2017	35		
2.1 Vue d'ensemble	36		
2.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	41		

1. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2017

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	5
Etat du résultat global consolidé	6
Etat consolidé de la situation financière	7
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	8
Tableau des flux de trésorerie consolidés	10
Annexe des comptes consolidés	12

Notes annexes

NOTE 1 Informations sectorielles	12
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	12
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel à l'EBITDA sectoriel	14
1.3 De l'EBITDA sectoriel au résultat d'exploitation sectoriel et investissements sectoriels	16
1.4 Actifs sectoriels	18
1.5 Passifs sectoriels	20
1.6 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque	22
1.7 Passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA	23
NOTE 2 Base de préparation des états financiers consolidés	24
2.1 Base de préparation des informations financières	24
2.2 Recours à des estimations et au jugement	24
2.3 Nouvelles normes et interprétations	24
NOTE 3 Chiffre d'affaires	26
NOTE 4 Autres charges	26
4.1 Autres charges opérationnelles	26
4.2 Coûts des restructurations et d'intégration	26
4.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	27

NOTE 5 Perte de valeur	27
NOTE 6 Impôt sur les sociétés	27
NOTE 7 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)	28
7.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	28
7.2 Résultat financier	28
7.3 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé	28
7.4 Endettement financier net	29
7.5 Principaux remboursements et émissions d'emprunts	30
7.6 Notation d'Orange	30
7.7 Gestion des covenants financiers	30
7.8 Actifs disponibles à la vente	30
7.9 Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers	31
NOTE 8 Activités d'Orange Bank	31
8.1 Eléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank	31
NOTE 9 Capitaux propres	32
9.1 Evolution du capital	32
9.2 Actions propres	32
9.3 Distributions	32
9.4 Participations ne donnant pas le contrôle	32
9.5 Ecart de conversion	33
9.6 Titres subordonnés	33
NOTE 10 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	33
10.1 Litiges	33
10.2 Engagements contractuels non comptabilisés	34
NOTE 11 Transactions avec les parties liées	34
NOTE 12 Evénements postérieurs à la clôture	34

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, exceptées les données relatives au résultat par action)

	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires		20 276	20 079
Achats externes		(8 967)	(8 818)
Autres produits opérationnels		368	370
Autres charges opérationnelles	4.1	(349)	(234)
Charges de personnel		(4 229)	(4 404)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 239)	(1 128)
Résultat de cession de titres et d'activités		(6)	67
Coûts des restructurations et d'intégration	4.2	(76)	(340)
Dotations aux amortissements		(3 351)	(3 279)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	5	-	(80)
Perte de valeur des immobilisations	5	4	(92)
Résultat des entités mises en équivalence		3	-
Résultat d'exploitation		2 434	2 141
Coût de l'endettement financier brut	7.2	(618)	(732)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		7	13
Gain (perte) de change	7.2	(60)	(95)
Autres produits et charges financiers		(8)	(16)
Effets liés à la participation dans BT	7.8	(349)	-
Résultat financier		(1 028)	(830)
Impôt sur les sociétés	6	(576)	(237)
Résultat net des activités poursuivies		830	1 074
Résultat net des activités cédées (EE)		-	2 249
Résultat net de l'ensemble consolidé		830	3 323
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		682	3 168
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		148	155
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère			
Résultat net des activités poursuivies			
• de base		0,20	0,29
• dilué		0,20	0,29
Résultat net des activités cédées			
• de base		-	0,85
• dilué		-	0,83
Résultat net			
• de base		0,20	1,14
• dilué		0,20	1,12

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		830	3 323
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies ⁽¹⁾		6	(127)
Impôt sur les éléments non recyclables		(1)	27
Eléments non recyclables en résultat (a)		5	(100)
Actifs disponibles à la vente	7.8	16	(388)
Couverture de flux de trésorerie	7.3	202	(125)
Ecart de conversion	9.5	(86)	(174)
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		(52)	41
Eléments recyclables ou recyclés en résultat (b)		80	(646)
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies (a) + (b)		85	(746)
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies des MEE ⁽²⁾		-	52
Impôt sur les éléments non recyclés des MEE		-	(4)
Eléments non recyclés en résultat (c)		-	48
Ecart de conversion	9.5	-	(836)
Couverture d'investissement net		-	65
Couverture de flux de trésorerie des MEE		-	(5)
Impôt sur les éléments recyclés		-	(22)
Eléments recyclés en résultat (d)		-	(798)
Autres éléments du résultat global des activités cédées (EE) (c) + (d)		-	(750)
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b) + (c) + (d)		85	(1 496)
Résultat global consolidé		915	1 827
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		786	1 734
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		129	93

(1) Réévaluation liée à la diminution des taux d'actualisation au 30 juin 2016.

(2) MEE : Entités mises en équivalence.

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actif			
Ecarts d'acquisition	5	27 123	27 156
Autres immobilisations incorporelles		14 481	14 602
Immobilisations corporelles		26 115	25 912
Titres mis en équivalence		133	130
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	8.1.1	1 030	1 025
Actifs financiers non courants	7.8	3 299	3 882
Dérivés actifs non courants	7.1	507	915
Autres actifs non courants		108	106
Impôts différés actifs		2 066	2 116
Total de l'actif non courant		74 862	75 844
Stocks		772	819
Créances clients		4 999	4 964
Prêts et créances courants d'Orange Bank	8.1.1	1 638	2 066
Actifs financiers courants	7.1	1 934	1 862
Dérivés actifs courants	7.1	26	57
Autres actifs courants		1 043	1 073
Impôts et taxes d'exploitation		836	918
Impôt sur les sociétés		87	170
Charges constatées d'avance		786	540
Disponibilités et quasi-disponibilités	7.1	6 807	6 355
Total de l'actif courant		18 928	18 824
Total de l'actif		93 790	94 668
Passif			
Capital social		10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés		5 803	5 803
Réserves		(3 106)	(2 614)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		30 196	30 688
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	9.4	2 405	2 486
Total capitaux propres	9	32 601	33 174
Passifs financiers non courants	7.1	28 362	28 909
Dérivés passifs non courants		745	578
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		911	907
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	8.1.2	512	518
Avantages du personnel non courants		2 789	3 029
Provision pour démantèlement non courante		762	716
Provision pour restructuration non courante	4.2	239	185
Autres passifs non courants		571	608
Impôts différés passifs		631	658
Total des passifs non courants		35 522	36 108
Passifs financiers courants	7.1	4 936	4 759
Dérivés passifs courants	7.1	38	50
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	4.3	2 541	2 800
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	4.3	6 252	6 211
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	8.1.2	3 691	3 846
Avantages du personnel courants		2 203	2 266
Provision pour démantèlement courante		12	21
Provision pour restructuration courante	4.2	121	190
Autres passifs courants		1 717	1 530
Impôts et taxes d'exploitation		1 566	1 241
Impôt sur les sociétés		472	338
Produits constatés d'avance		2 118	2 134
Total des passifs courants		25 667	25 386
Total du passif		93 790	94 668

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	
Solde au 1er janvier 2016		2 648 885 383	10 596	16 790	5 803	(3 144)	862	30 907	2 085	275	2 360	33 267
Résultat global consolidé		-	-	-	-	3 168	(1 434)	1 734	155	(62)	93	1 827
Augmentation de capital		11 171 216	44	64	-	5	-	113	-	-	-	113
Rémunération en actions		-	-	-	-	49	-	49	2	-	2	51
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	(6)	-	(6)	-	-	-	(6)
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(252)	-	(252)	(1 316)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(188)	-	(188)	-	-	-	(188)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(17)	-	(17)	(5)	-	(5)	(22)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	(16)	-	(16)	(16)
Autres mouvements		-	-	-	-	(106)	-	(106)	(33)	-	(33)	(139)
Solde au 30 juin 2016		2 660 056 599	10 640	16 854	5 803	(1 303)	(572)	31 422	1 936	213	2 149	33 571
Résultat global consolidé		-	-	-	-	(233)	168	(65)	173	46	219	154
Augmentation de capital		-	-	5	-	(5)	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions		-	-	-	-	3	-	3	4	-	4	7
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	7	-	7	-	-	-	7
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(532)	-	(532)	(7)	-	(7)	(539)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(103)	-	(103)	-	-	-	(103)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(77)	-	(77)	77	-	77	-
Variation des parts d'intérêts liées à la prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	70	-	70	3	-	3	73
Autres mouvements		-	-	-	-	(37)	-	(37)	41	-	41	4
Solde au 31 décembre 2016		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 210)	(404)	30 688	2 227	259	2 486	33 174
Résultat global consolidé		-	-	-	-	682	104	786	148	(19)	129	915
Augmentation de capital	9.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions		-	-	-	-	(5)	-	(5)	(7)	-	(7)	(12)
Rachat d'actions propres	9.2	-	-	-	-	(18)	-	(18)	-	-	-	(18)
Distribution de dividendes	9.3	-	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(231)	-	(231)	(1 295)
Rémunération des titres subordonnés	9.6	-	-	-	-	(179)	-	(179)	-	-	-	(179)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements		-	-	-	-	(12)	-	(12)	28	-	28	16
Solde au 30 juin 2017		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(2 806)	(300)	30 196	2 165	240	2 405	32 601

► DETAIL DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES LIEES AUX AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Total	Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle					Total	Total autres éléments du résultat global
	Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE ⁽¹⁾		Actifs disponibles à la vente	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés		
(en millions d'euros)														
Solde au 1er janvier 2016	36	52	1 212	(480)	116	(74)	862	-	(2)	289	(13)	1	275	1 137
Variation	(388)	(62)	(946)	(127)	46	43	(1 434)	-	2	(64)	-	-	(62)	(1 496)
Solde au 30 juin 2016	(352)	(10)	266	(607)	162	(31)	(572)	-	-	225	(13)	1	213	(359)
Variation	386	(239)	(103)	50	74	-	168	(2)	-	50	(3)	1	46	214
Solde au 31 décembre 2016	34	(249)	163	(557)	236	(31)	(404)	(2)	-	275	(16)	2	259	(145)
Variation	15	205	(68)	6	(54)	-	104	1	(3)	(18)	-	1	(19)	85
Solde au 30 juin 2017	49	(44)	95	(551)	182	(31)	(300)	(1)	(3)	257	(16)	3	240	(60)

(1) MEE : Entités mises en équivalence, montants n'incluant pas les écarts de conversion.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Flux de trésorerie lié à l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		830	3 323
<i>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</i>			
Impôts et taxes d'exploitation		1 239	1 128
Résultat de cession de titres et d'activités		(55)	(138)
Dotations aux amortissements		3 351	3 279
Dotations (reprises) des provisions		(191)	(312)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	5	-	80
Perte de valeur des immobilisations	5	(4)	92
Résultat des entités mises en équivalence		(3)	0
Résultat net des activités cédées (EE)		-	(2 249)
Ecarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		6	16
Résultat financier	7.2	1 028	830
Impôt sur les sociétés	6	576	237
Rémunération en actions		(12)	53
<i>Variations du besoin en fonds de roulement</i>			
Diminution (augmentation) des stocks bruts		44	(20)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		(28)	201
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		37	(23)
Variation des autres éléments d'actif et de passif ⁽¹⁾		(322)	(734)
Diminution (augmentation) des flux d'exploitation liés aux opérations d'Orange Bank		262	-
<i>Autres décaissements nets</i>			
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(887)	(873)
Dividendes encaissés hors EE		24	16
Dividendes encaissés EE		-	173
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net		(753)	(817)
Impôt sur les sociétés décaissé		(390)	(406)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)		4 752	3 856
<i>Dont activités cédées (EE)</i>		-	202
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
<i>Acquisitions (cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(3 376)	(4 143)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(282)	(266)
Produits de cession des actifs corporels et incorporels		99	86
<i>Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise</i>			
Burkina Faso, République démocratique du Congo et Libéria		-	(792)
Autres		(7)	(60)
<i>Investissements dans les sociétés mises en équivalence</i>			
Autres acquisitions d'actifs disponibles à la vente		(21)	(7)
Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur		(7)	(1)
Produits de cession des titres EE		-	4 493
Produits de cession des titres BT		433	-
Autres produits de cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée		6	72
<i>Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers</i>			
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		(63)	(351)
Autres		(60)	259
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)		(3 278)	(721)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>		-	4 493

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts non courants	7.5	2 253	756
Remboursements d'emprunts non courants	7.5	(2 048)	(1 038)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		710	666
Variation nette des dépôts de cash collateral		(437)	(759)
Effet change des dérivés net		(23)	7
Coupons sur titres subordonnés	9.6	(179)	(188)
Cession (rachat) des actions propres	9.2	(18)	(6)
Offres réservées au personnel		-	(34)
Variations de capital - propriétaires de la société mère	9.1	-	113
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		26	(43)
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales		4	(10)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	9.3	(1 064)	(1 064)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(203)	(195)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)		(979)	(1 795)
<i>Dont activités cédées (EE)</i>		-	(220)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		495	1 340
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités			
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		6 355	4 469
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		495	1 340
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités ⁽²⁾		(43)	8
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		6 807	5 817

(1) Hors créances et dettes d'impôts et taxes d'exploitation. La variation concerne principalement le règlement de l'amende au titre du litige concurrence marché Entreprises pour (350) millions d'euros en juin 2016.

(2) Principalement variations non monétaires des taux de change.

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 Informations sectorielles

1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

(en millions d'euros)

France	Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg
--------	---------	---------	---------------------------

30 juin 2017				
Chiffre d'affaires	8 879	2 628	1 325	617
Services mobiles	3 165	1 336	585	512
Ventes d'équipements mobiles	303	271	146	53
Services fixes	5 137	1 019	531	41
Autres revenus	274	2	63	11
Service de voix	-	-	-	-
Services de données	-	-	-	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-
Opérateurs internationaux	-	-	-	-
Services partagés	-	-	-	-
externe	8 586	2 602	1 308	606
inter-secteurs	293	26	17	11

30 juin 2016				
Chiffre d'affaires	8 860	2 418	1 306	609
Services mobiles	3 236	1 263	614	504
Ventes d'équipements mobiles	281	240	106	56
Services fixes	5 069	915	542	36
Autres revenus	274	-	44	13
Service de voix	-	-	-	-
Services de données	-	-	-	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	-	-	-
Opérateurs internationaux	-	-	-	-
Services partagés	-	-	-	-
externe	8 573	2 404	1 290	602
inter-secteurs	287	14	16	7

(1) Dont, en 2017, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 580 millions d'euros, en Espagne pour 17 millions d'euros, en Pologne pour 11 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 316 millions d'euros et dans les autres pays pour 691 millions d'euros.

Dont, en 2016, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 605 millions d'euros, en Espagne pour 14 millions d'euros, en Pologne pour 9 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 758 millions d'euros et dans les autres pays pour 280 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 819 millions d'euros en 2017.

Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 859 millions d'euros en 2016.

		Europe	Afrique et Moyen-Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽²⁾	Eliminations	Comptes consolidés Orange
<i>Pays d'Europe centrale</i>	<i>Eliminations Europe</i>	Total					
843	(8)	5 405	2 491	3 615	819	(933)	20 276
673	(6)	3 100	2 089	433	-	-	-
71	-	541	36	52	-	-	-
74	(1)	1 664	331	-	-	-	-
25	(1)	100	35	-	-	-	-
-	-	-	-	728	-	-	-
-	-	-	-	1 374	-	-	-
-	-	-	-	1 028	-	-	-
-	-	-	-	-	686	-	-
-	-	-	-	-	133	-	-
831	-	5 347	2 368	3 428	547	-	20 276
12	(8)	58	123	187	272	(933)	-
798	(3)	5 128	2 516	3 666	904	(995)	20 079
658	(1)	3 038	2 055	444	-	-	-
51	-	453	39	47	-	-	-
67	-	1 560	380	-	-	-	-
22	(2)	77	42	-	-	-	-
-	-	-	-	762	-	-	-
-	-	-	-	1 402	-	-	-
-	-	-	-	1 011	-	-	-
-	-	-	-	-	757	-	-
-	-	-	-	-	147	-	-
789	-	5 085	2 371	3 452	598	-	20 079
9	(3)	43	145	214	306	(995)	-

1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel à l'EBITDA sectoriel

(en millions d'euros)

	France					Europe	
	Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg	Pays d'Europe centrale	Elimina- tions Europe	Total	
30 juin 2017							
Chiffre d'affaires	8 879	2 628	1 325	617	843	(8)	5 405
Achats externes	(3 324)	(1 634)	(726)	(380)	(477)	11	(3 206)
Autres produits opérationnels	734	51	41	10	48	(3)	147
Autres charges opérationnelles	(312)	(105)	(28)	(8)	(31)	-	(172)
Charges de personnel	(2 055)	(128)	(209)	(67)	(76)	-	(480)
Impôts et taxes d'exploitation	(754)	(90)	(36)	(15)	(5)	-	(146)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ajusté⁽¹⁾	3 168	722	367	157	302	-	1 548
Principaux litiges	5	-	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(48)	-	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	-	-	-	(1)	-	-	(1)
Coûts des restructurations et d'intégration	(10)	(1)	(2)	-	-	-	(3)
Autres éléments spécifiques	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA⁽¹⁾	3 115	721	365	156	302	-	1 544
30 juin 2016							
Chiffre d'affaires	8 860	2 418	1 306	609	798	(3)	5 128
Achats externes	(3 326)	(1 540)	(700)	(390)	(441)	7	(3 064)
Autres produits opérationnels	732	62	34	15	26	(4)	133
Autres charges opérationnelles	(250)	(100)	(29)	1	(25)	-	(153)
Charges de personnel	(2 192)	(125)	(188)	(68)	(71)	-	(452)
Impôts et taxes d'exploitation	(754)	(90)	(36)	(22)	(6)	-	(154)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA ajusté⁽¹⁾	3 070	625	387	145	281	-	1 438
Principaux litiges	-	-	-	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(58)	-	-	-	-	-	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	-	-	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations et d'intégration	(160)	(133)	-	-	-	-	(133)
Autres éléments spécifiques	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA⁽¹⁾	2 852	492	387	145	281	-	1 305

(1) Les ajustements de l'EBITDA sont définis en note 1.7.

(2) Le produit net bancaire (PNB) d'Orange Bank est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 38 millions d'euros à fin juin 2017. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (3) millions d'euros à fin juin 2017.

(3) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé.

Afrique et Moyen-Orient	Entreprises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank ⁽²⁾	Eliminations activités télécoms / banque	Total	Ajustements de présentation ⁽³⁾	Comptes consolidés Orange
2 491	3 615	819	(933)	20 276	-	-	20 276	-	20 276
(1 231)	(1 848)	(1 405)	2 078	(8 936)	(31)	-	(8 967)	-	(8 967)
32	85	1 168	(1 851)	315	38	-	353	15	368
(123)	(330)	(35)	706	(266)	(3)	-	(269)	(80)	(349)
(202)	(814)	(590)	-	(4 141)	(30)	-	(4 171)	(58)	(4 229)
(203)	(79)	(61)	-	(1 243)	(1)	-	(1 244)	5	(1 239)
-	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
-	-	-	-	-	-	-	-	(76)	(76)
764	629	(104)	-	6 005	(27)	-	5 978	(200)	-
-	-	(65)	-	(60)	-	-	(60)	60	-
-	(2)	(8)	-	(58)	-	-	(58)	58	-
-	-	(5)	-	(6)	-	-	(6)	6	-
(8)	(15)	(40)	-	(76)	-	-	(76)	76	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
756	612	(222)	-	5 805	(27)	-	5 778	-	5 778
2 516	3 666	904	(995)	20 079			20 079	-	20 079
(1 231)	(1 854)	(1 490)	2 147	(8 818)			(8 818)	-	(8 818)
53	86	1 224	(1 866)	362			362	8	370
(105)	(336)	(43)	714	(173)			(173)	(61)	(234)
(224)	(831)	(620)	-	(4 319)			(4 319)	(85)	(4 404)
(181)	(71)	(58)	-	(1 218)			(1 218)	90	(1 128)
-	-	-	-	-			-	67	67
-	-	-	-	-			-	(340)	(340)
828	660	(83)	-	5 913			5 913	(321)	-
-	-	40	-	40			40	(40)	-
-	(3)	(19)	-	(80)			(80)	80	-
17	56	(6)	-	67			67	(67)	-
(2)	(24)	(21)	-	(340)			(340)	340	-
-	-	(8)	-	(8)			(8)	8	-
843	689	(97)	-	5 592			5 592	-	5 592

1.3 De l'EBITDA sectoriel au résultat d'exploitation sectoriel et investissements sectoriels

(en millions d'euros)

	France	Europe					Total
		Espagne	Pologne	Belgique et Luxembourg	Pays d'Europe centrale	Eliminations Europe	
30 juin 2017							
EBITDA	3 115	721	365	156	302	-	1 544
Dotations aux amortissements	(1 509)	(491)	(301)	(112)	(161)	-	(1 065)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	4	-	-	-	-	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation	1 610	230	64	44	141	-	479
30 juin 2016							
EBITDA	2 852	492	387	145	281	-	1 305
Dotations aux amortissements	(1 375)	(462)	(307)	(98)	(164)	-	(1 031)
Effets liés aux prises de contrôle	-	-	-	-	-	-	-
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	3	-	1	-	-	-	1
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation	1 480	30	81	47	117	-	275
30 juin 2017							
Investissements corporels et incorporels							
Capex ⁽³⁾	1 611	538	192	77	99	-	906
Licences de télécommunication	11	3	-	-	-	-	3
Locations financements	2	1	1	-	-	-	2
Total investissements⁽⁴⁾	1 624	542	193	77	99	-	911
30 juin 2016							
Investissements corporels et incorporels							
Capex ⁽³⁾	1 586	547	194	62	110	-	913
Licences de télécommunication	-	48	719	-	9	-	776
Locations financements	-	3	2	-	-	-	5
Total investissements⁽⁵⁾	1 586	598	915	62	119	-	1 694

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 132 millions d'euros en 2017.
Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 124 millions d'euros en 2016.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 129 millions d'euros en 2017.
Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 167 millions d'euros en 2016.

Afrique et Moyen-Orient	Entreprises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽²⁾	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Orange Bank	Comptes consolidés Orange
756	612	(222)	-	5 805	(27)	5 778
(433)	(181)	(162)	-	(3 350)	(1)	(3 351)
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	4	-	4
6	-	(3)	-	3	-	3
329	431	(387)	-	2 462	(28)	2 434
843	689	(97)	-	5 592		5 592
(525)	(186)	(162)	-	(3 279)		(3 279)
-	-	-	-	-		-
-	-	-	-	-		-
(80)	-	-	-	(80)		(80)
(96)	-	-	-	(92)		(92)
5	-	(5)	-	-		-
147	503	(264)	-	2 141		2 141
428	179	127	-	3 251	25	3 276
86	-	-	-	100	-	100
-	9	2	-	15	-	15
514	188	129	-	3 366	25	3 391
359	168	141	-	3 167		3 167
200	-	-	-	976		976
2	11	27	-	45		45
561	179	168	-	4 188		4 188

(3) Les CAPEX correspondent aux investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement et sont un indicateur utilisé en interne pour l'allocation des ressources. Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

(4) Dont 2 554 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 837 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(5) Dont 1 692 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 496 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

1.4 Actifs sectoriels

(en millions d'euros)

	France	Espagne	Pologne	Belgique et Luxem- bourg	Pays d'Europe centrale
30 juin 2017					
Écarts d'acquisition	14 364	6 818	242	362	2 162
Autres immobilisations incorporelles	4 197	1 817	1 298	305	680
Immobilisations corporelles	13 242	3 408	2 509	810	847
Titres mis en équivalence	-	1	-	4	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	4	-	11	-	-
Total de l'actif non courant	31 807	12 044	4 060	1 481	3 689
Stocks	371	68	54	21	60
Créances clients	1 506	713	574	187	230
Charges constatées d'avance	104	149	27	26	14
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	479	25	16	2	22
Total de l'actif courant	2 460	955	671	236	326
Total de l'actif	34 267	12 999	4 731	1 717	4 015
31 décembre 2016					
Écarts d'acquisition	14 364	6 818	232	362	2 160
Autres immobilisations incorporelles	4 269	1 861	1 299	320	713
Immobilisations corporelles	13 054	3 313	2 420	830	874
Titres mis en équivalence	-	1	-	6	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	3	-	10	-	-
Total de l'actif non courant	31 690	11 993	3 961	1 518	3 747
Stocks	433	73	37	31	64
Créances clients	1 515	729	512	176	232
Charges constatées d'avance	70	92	18	12	11
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	532	12	9	1	10
Total de l'actif courant	2 550	906	576	220	317
Total de l'actif	34 240	12 899	4 537	1 738	4 064

(1) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 547 millions d'euros en 2017, et 541 millions d'euros en 2016.

	Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises ⁽¹⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽²⁾	Elimina- tions activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Elimina- tions activités télécoms / banque	Comptes consolidés Orange
<i>Eliminations Europe</i>	Total								
-	9 584	1 663	1 494	18	-	27 123	-	-	27 123
-	4 100	2 092	336	3 716	1	14 442	39	-	14 481
-	7 574	3 222	469	1 605	-	26 112	3	-	26 115
-	5	120	1	7	-	133	-	-	133
-	-	-	-	-	663	663	-	-	663
-	11	5	12	891	2 851	3 774	2 600	(27)	6 347
-	21 274	7 102	2 312	6 237	3 515	72 247	2 642	(27)	74 862
-	203	83	52	63	-	772	-	-	772
-	1 704	765	764	1 018	(758)	4 999	-	-	4 999
-	216	125	223	129	(12)	785	1	-	786
-	-	-	-	-	8 064	8 064	-	-	8 064
-	65	714	141	347	251	1 997	2 311	(1)	4 307
-	2 188	1 687	1 180	1 557	7 545	16 617	2 312	(1)	18 928
-	23 462	8 789	3 492	7 794	11 060	88 864	4 954	(28)	93 790
-	9 572	1 709	1 496	15	-	27 156	-	-	27 156
-	4 193	2 103	327	3 694	-	14 586	16	-	14 602
-	7 437	3 270	487	1 662	-	25 910	2	-	25 912
-	7	111	1	11	-	130	-	-	130
-	-	-	-	-	980	980	-	-	980
-	10	2	11	1 708	2 780	4 514	2 577	(27)	7 064
-	21 219	7 195	2 322	7 090	3 760	73 276	2 595	(27)	75 844
-	205	84	50	49	(2)	819	-	-	819
-	1 649	701	784	864	(549)	4 964	-	-	4 964
-	133	66	189	95	(14)	539	1	-	540
-	-	-	-	-	7 899	7 899	-	-	7 899
-	32	638	150	384	439	2 175	2 427	-	4 602
-	2 019	1 489	1 173	1 392	7 773	16 396	2 428	-	18 824
-	23 238	8 684	3 495	8 482	11 533	89 672	5 023	(27)	94 668

(2) Dont immobilisations corporelles et incorporelles rattachées à la zone géographique France pour 2 173 millions d'euros en 2017, et 2 203 millions d'euros en 2016. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

1.5 Passifs sectoriels

(en millions d'euros)

	France	Espagne	Pologne	Belgique et Luxem- bourg	Pays d'Europe centrale
30 juin 2017					
Capitaux propres	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	329	-	157	-	201
Avantages du personnel non courants	1 687	2	31	1	4
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	660	153	112	68	58
Total du passif non courant	2 676	155	300	69	263
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 205	542	164	41	71
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 381	903	312	193	217
Avantages du personnel courants	1 258	35	54	32	23
Produits constatés d'avance	1 157	68	132	59	70
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	730	119	233	150	62
Total du passif courant	6 731	1 667	895	475	443
Total du passif	9 407	1 822	1 195	544	706
31 décembre 2016					
Capitaux propres	-	-	-	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	322	-	155	-	208
Avantages du personnel non courants	1 895	-	31	1	2
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	695	151	66	69	59
Total du passif non courant	2 912	151	252	70	269
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 293	539	226	69	98
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 355	886	327	168	232
Avantages du personnel courants	1 369	36	44	32	22
Produits constatés d'avance	1 171	76	127	59	71
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-	-
Autres	429	103	221	138	22
Total du passif courant	6 617	1 640	945	466	445
Total du passif	9 529	1 791	1 197	536	714

	Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Elimina- tions activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Orange Bank	Elimina- tions activités télécoms / banque	Comptes consolidés Orange
<i>Eliminations Europe</i>	Total								
-	-	-	-	-	32 315	32 315	286	-	32 601
-	358	224	-	-	-	911	-	-	911
-	38	69	298	691	-	2 783	6	-	2 789
-	-	-	-	-	29 049	29 049	-	-	29 049
-	391	55	27	237	824	2 194	606	(27)	2 773
-	787	348	325	928	29 873	34 937	612	(27)	35 522
-	818	387	43	84	1	2 538	3	-	2 541
-	1 625	1 149	684	1 113	(759)	6 193	59	-	6 252
-	144	77	341	378	-	2 198	5	-	2 203
-	329	235	294	115	(12)	2 118	-	-	2 118
-	-	-	-	-	4 796	4 796	-	-	4 796
-	564	945	214	852	464	3 769	3 989	(1)	7 757
-	3 480	2 793	1 576	2 542	4 490	21 612	4 056	(1)	25 667
-	4 267	3 141	1 901	3 470	66 678	88 864	4 954	(28)	93 790
-	-	-	-	-	32 889	32 889	285	-	33 174
-	363	221	-	-	1	907	-	-	907
-	34	70	312	713	(1)	3 023	6	-	3 029
-	-	-	-	-	29 420	29 420	-	-	29 420
-	345	56	33	177	853	2 159	620	(27)	2 752
-	742	347	345	890	30 273	35 509	626	(27)	36 108
-	932	418	46	104	1	2 794	6	-	2 800
-	1 613	1 073	665	1 008	(549)	6 165	46	-	6 211
-	134	68	348	342	-	2 261	5	-	2 266
-	333	235	293	116	(14)	2 134	-	-	2 134
-	-	-	-	-	4 666	4 666	-	-	4 666
-	484	828	234	792	487	3 254	4 055	-	7 309
-	3 496	2 622	1 586	2 362	4 591	21 274	4 112	-	25 386
-	4 238	2 969	1 931	3 252	67 753	89 672	5 023	(27)	94 668

1.6 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités de la banque

(au 30 juin 2017, en millions d'euros)

	Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations activités télécoms/ Orange Bank	Comptes consolidés Orange
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	856	(26)	-	830
Éléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie	5 938	(3)	-	5 935
Variation du besoin en fonds de roulement	(299)	292	-	(7)
Autres décaissements nets	(2 008)	2	-	(2 006)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	4 487	265	-	4 752
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 531)	(28)	-	(3 559)
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(7)	-	-	(7)
Autres acquisitions d'actifs disponibles à la vente	(21)	-	-	(21)
Acquisition de titres de participation évalués à la juste valeur	(7)	-	-	(7)
Produits de cession de titres de participations nets de la trésorerie cédée	439	-	-	439
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	(52)	(71)	-	(123)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)	(3 179)	(99)	-	(3 278)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts non courants	2 253	-	-	2 253
Remboursements d'emprunts non courants	(2 048)	-	-	(2 048)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	675	35	-	710
Variation nette des dépôts de cash collateral	(441)	4	-	(437)
Effet change des dérivés net	(23)	-	-	(23)
<i>Autres flux</i>				
Coupons sur titres subordonnés	(179)	-	-	(179)
Cession (rachat) d'actions propres	(18)	-	-	(18)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	(51)	77	-	26
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	4	-	-	4
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 064)	-	-	(1 064)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(203)	-	-	(203)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(1 095)	116	-	(979)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture				
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	213	282	-	495
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	(43)	-	-	(43)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 437	370	-	6 807

1.7 Passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA

En 2017, la charge relative aux principaux litiges correspond à la réévaluation du risque sur différents contentieux.

Les charges spécifiques de personnel reflètent principalement l'impact des changements d'hypothèses et des effets d'expérience des différents accords TPS en France. Elles intègrent également au 30 juin 2017 le produit à recevoir au titre de la restitution des cotisations sociales payées dans le cadre du plan AGA Partageons 2011 dont les actions n'ont finalement pas été attribuées en raison de la non-atteinte des conditions de performance.

En juin 2016, la revue du portefeuille de titres et d'activités comprenait principalement le résultat de cession de Fime pour 49 millions d'euros.

Les coûts des restructurations et d'intégration sont présentés en note 4.2.

Les autres éléments spécifiques incluaient, en 2016, les frais de transaction non aboutie avec Bouygues.

Evolution de la présentation de l'information sectorielle

Evolution des secteurs opérationnels en Afrique et au Moyen-Orient

A compter de 2017, les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance des composantes d'Orange sont prises par le président directeur général (principal décideur opérationnel) aux niveaux suivants en Afrique et au Moyen-Orient : le sous-groupe Sonatel (regroupant les entités Sonatel au Sénégal, Orange Mali, Orange Bissau, Orange en Guinée et Orange en Sierra Leone), le sous-groupe Côte d'Ivoire (regroupant les entités Orange Côte d'Ivoire, Orange au Burkina Faso et Orange au Libéria) et chacun des autres pays d'Afrique et du Moyen-Orient, constituent donc désormais les secteurs opérationnels. L'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés du Groupe reste inchangée. Cette évolution est sans effet sur le niveau de test des écarts d'acquisition.

Gestion du marché Entreprises en France

La présentation de l'information sectorielle évolue à compter de 2017 pour mieux refléter la gestion du marché Entreprises en France. Les revenus et les charges d'exploitation des services mobiles et des ventes d'équipements mobiles aux entreprises employant plus de 50 salariés, jusqu'ici inclus dans le secteur opérationnel France, sont désormais regroupés avec les activités du secteur Entreprises. Cette évolution n'a aucun impact sur le compte de résultat du Groupe. Seule la présentation du chiffre d'affaires et des charges d'exploitation des secteurs France et Entreprises est modifiée, avec un ajustement sur les éliminations intra-groupe. Au 30 juin 2016, l'impact de ce transfert sur le chiffre d'affaires est de (515) millions d'euros pour le secteur France et de 477 millions d'euros pour le secteur Entreprises. Cet impact se traduit par une hausse sur le résultat d'exploitation du secteur Entreprises de 168 millions d'euros.

Cette évolution modifie également la composition des unités génératrices de trésorerie (UGT) France et Entreprises. Ainsi, l'écart d'acquisition initialement affecté à l'UGT France a été partiellement réaffecté à l'UGT Entreprises et estimé à date à environ 1 milliard d'euros sur la base des flux futurs de trésorerie attendus relatifs à l'activité transférée.

Les données sectorielles 2016 présentées tiennent compte de ces évolutions.

NOTE 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange ("le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2017 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2016.

2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 26 juillet 2017.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du premier semestre 2017 sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union Européenne (UE) et publiée par l'IASB.

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes qu'au 31 décembre 2016, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34. Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'UE (disponibles sur le site internet : http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm) sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception du découpage de la norme IAS 39 et des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents, et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la direction d'Orange procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2016. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 30 juin 2017 pourraient être sensiblement modifiées.

Par ailleurs, la direction du Groupe exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

2.3 Nouvelles normes et interprétations

Parmi les textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2017, ceux qui pourraient avoir un effet sur les comptes consolidés futurs sont les normes IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16. Ils font l'objet d'un projet dédié au sein du Groupe.

**Norme / Interprétation
(date d'application pour le Groupe)**
Conséquences pour le Groupe

IFRS 9
Instruments financiers
(1^{er} janvier 2018)

IFRS 9 modifie les conditions de comptabilisation des opérations de couverture et les grandes catégories comptables d'actifs et passifs financiers : compte tenu de la nature des transactions du Groupe, il n'est pas attendu de modification sensible à ce titre pour les activités télécoms et d'Orange Bank.

IFRS 9 modifie également la reconnaissance du risque de crédit relatif aux actifs financiers en se fondant sur l'approche des pertes attendues versus les pertes encourues : ceci se traduira notamment pour les activités télécoms par la comptabilisation de dépréciations sur les créances clients non échues et dès l'accord de crédit pour Orange Bank. La comptabilisation de ce changement de méthode aura un effet sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018, sans retraitement des périodes comparatives présentées.

IFRS 15
Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients (1^{er} janvier 2018)

Le principal effet de mise en œuvre d'IFRS 15 concernera le marché de la téléphonie mobile et plus spécifiquement la comptabilisation des contrats lorsqu'ils associent la vente à prix réduit d'un équipement et la souscription avec engagement de durée du client à un service de communication : le chiffre d'affaires global du contrat ne sera pas modifié, mais le rythme de reconnaissance et la répartition entre le terminal vendu et la prestation de service seront modifiés (plus de revenu d'équipement, moins de revenu de services).

La reconnaissance accélérée du chiffre d'affaires se traduira au bilan par la présentation d'un actif sur contrat qui se transformera en créance client au fur et à mesure de la fourniture des services de communication.

En outre, certains coûts incrémentaux d'acquisition et de rétention des clients (i.e. les paiements aux distributeurs directement attribuables au contrat, hors subventions) seront pris en charge de façon étalée sur la durée de la relation contractuelle.

Le Groupe sera en mesure de communiquer de premières données quantifiées de l'effet de la norme durant le quatrième trimestre 2017. Il sera également en mesure de statuer sur l'option de traitement de l'effet rétrospectif de la norme : directement dans les capitaux propres soit au 1^{er} janvier 2018 sans retraitement des périodes comparatives, soit au 1^{er} janvier 2016 avec présentation des périodes comparatives 2016 et 2017 sous IFRS 15.

IFRS 16
Contrats de location
(1^{er} janvier 2019)

Cette norme introduit des dispositions affectant significativement la représentation comptable des locations ainsi que des agrégats financiers chez les locataires.

Les locataires comptabiliseront l'ensemble de leurs contrats de location, à la livraison par le bailleur du droit d'usage, comme un actif en contrepartie d'un passif financier de façon similaire à une location-financement sous IAS 17.

Outre le bilan, seront modifiés le compte de résultat (amortissements et intérêts au lieu de charges opérationnelles, accélération de la charge résultant de la composante intérêts) et le tableau des flux de trésorerie (seuls les intérêts continueront à affecter les flux d'exploitation, les flux d'investissement ne seront pas modifiés tandis que le remboursement de la dette affectera les flux de financement).

La représentation comptable sera sensible :

- au niveau de jugement requis dans l'application des nouveaux critères de qualification d'un contrat de location,
- au choix de la mise en œuvre ou non d'une comptabilisation comme actif incorporel de certains contrats de capacité,
- aux lois et pratiques propres à chaque juridiction ou secteur d'activité en matière de durées d'engagement ferme de location consentie par les bailleurs ainsi que de combinaison des composantes fixe et variable des paiements contractuels,
- aux politiques d'estimation de la durée raisonnablement certaine des contrats qui seront retenues par chaque locataire,
- aux options retenues en matière de transition.

Par ailleurs, les différences entre les normes IFRS (IFRS 16) et US (ASU 2016-02) résulteront en des agrégats financiers divergents entre opérateurs.

Les modalités de première application rétrospective restent à définir par le Groupe : soit au 1^{er} janvier 2019 sans retraitement des périodes comparatives, soit au 1^{er} janvier 2017 avec présentation des périodes comparatives 2017 et 2018, sous IFRS 16.

NOTE 3 Chiffre d'affaires

Suite au transfert de la gestion du marché Entreprises en France du secteur opérationnel France vers le secteur opérationnel Entreprises, le chiffre d'affaires des services et équipements mobiles du secteur Entreprises est présenté selon les deux lignes de produits suivantes, à savoir services mobiles et ventes d'équipements mobiles :

- services mobiles : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *Machine to Machine*, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux ;
- ventes d'équipements mobiles : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés y compris ventes d'accessoires.

NOTE 4 Autres charges

4.1 Autres charges opérationnelles

Outre les dépréciations et pertes sur créances clients et les charges de services universel, les autres charges opérationnelles du premier semestre 2017 incluent notamment des provisions liées à des litiges en France et à l'international, pour 113 millions d'euros. Au premier semestre 2016, les autres charges opérationnelles incluaient notamment le règlement de 53 millions d'euros relatif au litige SFR-Résidences secondaires.

4.2 Coûts des restructurations et d'intégration

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Coûts des restructurations	(77)	(291)
Plans de départ des salariés ⁽¹⁾	(12)	(91)
Immobilier ⁽²⁾	(40)	(22)
Réseaux de distribution ⁽³⁾	1	(160)
Dépréciation d'actifs liée aux contrats onéreux	(3)	-
Autres	(23)	(18)
Coûts d'intégration	1	(49)
Jazztel ⁽⁴⁾	-	(49)
Frais d'acquisition sur titres	1	-
Total	(76)	(340)

(1) Principalement les plans de départs volontaires d'Orange Espagne en 2016 (environ 500 personnes concernées).

(2) Concerne essentiellement des contrats onéreux sur baux immobiliers en France.

(3) Concernait principalement les coûts de la cessation de la relation avec certains distributeurs indirects en France en 2016.

(4) Principalement les coûts de rupture de contrats opérationnels dans le cadre de l'intégration des activités de Jazztel en 2016 (essentiellement lié aux IRU et liaisons louées).

Certains coûts de restructurations et d'intégration ne transitent pas par les comptes de provisions dont les mouvements sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Provision pour restructuration et intégration en début de période	375	414
Dotations avec effet au compte de résultat	59	149
Reprise de provision non utilisée avec effet au compte de résultat	(9)	(6)
Utilisation sans effet au compte de résultat	(73)	(122)
Ecarts de conversion	(1)	(2)
Reclassements et autres	9	(61)
Provision pour restructuration et intégration en fin de période	360	372
Dont provision non courante	239	185
Dont provision courante	121	187

4.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures.

Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations, qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement, s'établit à environ 300 millions d'euros au 30 juin 2017.

NOTE 5 Perte de valeur

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement et lorsque des indicateurs de dépréciation se manifestent.

L'évolution du contexte économique et financier, les différentes capacités de résistance des acteurs du marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, la baisse des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique constituent des indicateurs de dépréciation potentiels.

Les travaux de planification pluriannuelle étant réalisés en fin d'année, les réexamens semestriels induits par l'identification d'indicateurs de dépréciation sont conduits sur la base de révisions préliminaires des trajectoires de flux de trésorerie retenues à la fin de l'année précédente.

Au 30 juin 2017

Au 30 juin 2017, la revue des indicateurs n'a pas conduit le Groupe à comptabiliser de dépréciation.

Au 30 juin 2016

En Egypte, la dépréciation de 176 millions d'euros (dont 80 millions d'euros sur les écarts d'acquisition et 96 millions d'euros sur les actifs immobilisés) reflétait les effets sur les flux de trésorerie attendus de l'attribution en cours de la nouvelle licence 4G et des nouvelles conditions financières.

NOTE 6 Impôt sur les sociétés

(en millions d'euros)

	30 juin 2017	30 juin 2016
Impôt sur les sociétés	(576)	(237)
Impôt exigible	(603)	(325)
Impôts différés	27	88

La variation de la charge d'impôt sur les sociétés s'explique principalement par le produit d'impôt de 177 millions d'euros comptabilisé au 30 juin 2016 du fait de l'issue favorable des procédures contentieuses engagées au titre des exercices 2008-2009 et 2011-2013 relatives à la quote-part de frais et charges de 5% appliquée en France aux dividendes reçus de sociétés membres de l'Union Européenne.

Sous réserve de modifications des règles fiscales en vigueur et de l'évolution des perspectives futures estimées, les déficits fiscaux d'Orange SA devraient être totalement consommés d'ici le 31 décembre 2017.

Depuis plusieurs années, le Groupe a engagé un contentieux au titre de la taxe de 3 % des dividendes contestant la constitutionnalité de cette mesure en respect des directives européennes. Une issue favorable de ce contentieux se traduirait par un produit d'impôt courant d'environ 238 millions d'euros, qui est à ce stade du contentieux traité comme un actif éventuel au 30 juin 2017.

NOTE 7 Actifs, passifs et résultat financiers (hors activités d'Orange Bank)

7.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activité.

Ainsi, la note 7 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 8 est dédiée aux activités d'Orange Bank.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et Orange Bank ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière.

(au 30 juin 2017, en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Orange Bank	Note	dont éliminations activités télécoms / banque
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	1 030	-		1 030	8.1.1	-
Actifs financiers non courants	3 299	1 786		1 540		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	507	495	7.4	12		-
Prêts et créances courants d'Orange Bank	1 638	-		1 638	8.1.1	-
Actifs financiers courants	1 934	1 647		288		(1)
Dérivés actifs courants	26	26	7.4	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 807	6 437		370		-
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	512	-		512	8.1.2	-
Passifs financiers non courants	28 362	28 362	7.4	27		(27) ⁽¹⁾
Dérivés passifs non courants	745	687	7.4	58		-
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	3 691	-		3 691	8.1.2	-
Passifs financiers courants	4 936	4 758	7.4	179		(1)
Dérivés passifs courants	38	38	7.4	-		-

(1) Emprunt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

7.2 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à (1 028) millions d'euros au 30 juin 2017 contre (830) millions d'euros au 30 juin 2016.

La diminution du résultat financier s'explique par les effets liés à la participation dans BT pour (349) millions d'euros (voir note 7.8) compensés par l'amélioration du coût de l'endettement brut pour 114 millions d'euros, principalement liée à la diminution des intérêts sur les dettes obligataires après effet des couvertures, et par l'évolution des gains et pertes de change pour 35 millions d'euros principalement due aux couvertures économiques de l'exposition du Groupe en livres sterling (essentiellement couverture de la réévaluation non comptabilisée des titres subordonnés en livres sterling, instruments de capitaux propres enregistrés pour leur valeur historique).

7.3 Variation des couvertures de flux de trésorerie dans l'état du résultat global consolidé

A fin juin 2017, l'état du résultat global consolidé présente un gain sur les couvertures de flux de trésorerie de 202 millions d'euros contre une perte de (125) millions d'euros au 1^{er} semestre 2016. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe, par des cross currency swaps.

Le gain sur le 1^{er} semestre 2017 s'explique par une remontée plus rapide des taux euros par rapport aux taux des marchés américains, tandis que la perte sur le 1^{er} semestre 2016 s'expliquait principalement par la dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro.

7.4 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent et se décompose comme suit :

	30 juin 2017	31 décembre 2016
(en millions d'euros)		
TDIRA	1 222	1 212
Emprunts obligataires	26 395	27 370
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	3 045	2 710
Dettes de location-financement	595	622
Dépôts reçus de cash collateral	191	541
<i>NEU Commercial Papers</i> ⁽¹⁾	1 208	542
Banques créditrices	234	278
Autres passifs financiers	230	250
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	33 120	33 525
Dérivés passifs courants et non courants ⁽²⁾	725	561
Dérivés actifs courants et non courants ⁽²⁾	(522)	(960)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie	(562)	(763)
Endettement financier brut après dérivés (a)	32 761	32 363
Dépôts versés de cash collateral ⁽³⁾	(168)	(77)
Placements à la juste valeur ⁽⁴⁾	(1 600)	(1 576)
Quasi-disponibilités	(3 476)	(3 942)
Disponibilités	(2 962)	(2 324)
Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)	(8 206)	(7 919)
Endettement financier net (a) + (b)	24 555	24 444

(1) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés "billets de trésorerie").

(2) Au 30 juin 2017, l'effet change sur les cross currency swaps couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain de 512 millions d'euros.

(3) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(4) Seuls les placements, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

Variations des éléments d'actifs ou de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont présentés en activités de financement dans le tableau des flux de trésorerie (voir note 1.6)

(en millions d'euros)	31 décembre 2016	Autres variations sans effet sur la trésorerie			30 juin 2017	
		Flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variation de change / conversion		Autres
TDIRA	1 212	-	-	-	10	1 222
Emprunts obligataires	27 370	(57)	-	(703)	(215) ⁽¹⁾	26 395
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	2 710	365	-	(37)	7	3 045
Dettes location-financement	622	(44)	-	0	17	595
Dépôts reçus de cash collateral	541	(350)	-	-	-	191
<i>NEU Commercial Papers</i>	542	666	-	(3)	3	1 208
Banque créditrices	278	(31)	(0)	(13)	0	234
Autres passifs financiers	250	(19)	0	(13)	12	230
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	33 525	530	0	(769)	(166)	33 120
Dérivés nets	(399)	(23)	-	777	(152)	203
Dépôts versés de cash collateral	(77)	(91)	-	-	0	(168)
Flux des activités opérationnelles de financement		416				

(1) Principalement variation des intérêts courus non échus.

7.5 Principaux remboursements et émissions d'emprunts

Le 9 mars 2017, Orange SA a émis un emprunt obligataire de 750 millions d'euros à échéance 11 septembre 2023 avec un coupon de 0,75 % et un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance 9 septembre 2027 avec un coupon de 1,50 %.

Le Groupe a émis le 27 juin 2017 des obligations échangeables en titres BT (voir note 7.8) pour un nominal de 517 millions de livres sterling (soit 585 millions d'euros au cours indicatif BCE du jour), portant un coupon de 0,375 % et ayant pour sous-jacent 133 millions d'actions BT sur la base d'un cours de référence de 2,88 livres sterling par action. Les obligations arrivent à maturité en juin 2021 et sont remboursables sur demande des investisseurs à partir du 7 août 2017 en numéraire, en titres BT ou en une combinaison des deux, au choix d'Orange. Le montant remboursé en fine correspondra au nominal augmenté le cas échéant de la performance du cours de BT au-delà de 3,89 livres sterling par action (soit 135% du cours de référence). En normes IFRS, cette opération se décompose en une dette financière de 503 millions de livres sterling (équivalents à 570 millions d'euros en date d'émission) enregistrée au coût amorti et un dérivé réévalué à la juste valeur par résultat (reconnu en passifs financiers pour un montant initial de (14) millions de livres sterling équivalent à (15) millions d'euros).

Enfin, Orange SA a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire échu au premier semestre 2017 pour 1 900 millions d'euros.

7.6 Notation d'Orange

S'agissant de l'évolution de la notation d'Orange au premier semestre 2017, l'agence Japan Credit Rating a révisé le 16 juin 2017 la perspective sur la dette long terme d'Orange de Stable à Positive et a ainsi confirmé sa note sur la dette long terme à A-.

Au 30 juin 2017, la notation Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings	Japan Credit Rating
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+	A-
Perspective	Stable	Stable	Stable	Positive
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2	

7.7 Gestion des covenants financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2016 demeurent respectés.

7.8 Actifs disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actifs disponibles à la vente en début de période	1 878	144
Titres BT reçus en rémunération de la cession de EE	-	2 462
Cession d'un tiers des titres BT	(570)	-
Dépréciation des titres BT conservés hors effet de la couverture du risque de change ⁽¹⁾	(248)	(753)
Autres mouvements	29	25
Actifs disponibles à la vente en fin de période	1 089	1 878

(1) A fin juin 2017, le Groupe conserve 266 millions d'actions BT dont la juste valeur s'élève à 891 millions contre 1 139 millions d'euros fin 2016.

Titres BT

Le 29 janvier 2016, suite à la cession de EE, Orange avait reçu 4 % du capital de BT Group Plc (BT), soit 399 millions d'actions pour l'équivalent de 2 462 millions d'euros (contre-valorisés au cours indicatif BCE du 28 janvier soit 0,76228).

Ces titres étant classés en actifs disponibles à la vente, leurs variations de juste valeur, après prise en compte de l'effet de la couverture du risque de change, sont enregistrées en autres éléments du résultat global et non en résultat, sauf en cas d'indication objective de perte de valeur significative ou prolongée. En cas de dépréciation, toute variation de valeur ultérieure (calculée sur la base du cours du dernier jour de cotation et contre-valorisée en euros au cours fixing BCE de fin de période) reflétant une perte de valeur latente par rapport à la date de dépréciation, est reconnue en résultat.

A fin décembre 2016, la participation du Groupe dans BT a fait l'objet d'une dépréciation de (602) millions d'euros, nette de l'effet de la couverture de change.

Le 19 juin 2017, le Groupe Orange a annoncé la cession d'un tiers de sa participation soit 133 millions d'actions pour un montant net de 433 millions d'euros (contre-valorisé au cours indicatif BCE du 22 juin 2017, jour du règlement/livraison, soit 0,88168). Fin 2016, la juste valeur de ces titres s'élevait à 570 millions d'euros. A fin juin 2017, l'effet en résultat lié aux titres cédés s'élève à (126) millions d'euros (dont 11 millions d'euros d'effet de la couverture de change).

A fin juin 2017, Orange conserve ainsi 2,67 % du capital social de BT, dont la juste valeur s'élève à 891 millions d'euros (dernier cours de cotation du 30 juin 2017 soit 2,975 livres sterling par action contre-valorisés au cours indicatif BCE du jour soit

0,87933), contre 1 139 millions d'euros à fin 2016. Sur le premier semestre 2017, la variation de juste valeur des titres BT conservés représente une perte de (223) millions d'euros comptabilisée au compte de résultat (dont un gain de 25 millions d'euros lié à la couverture de change).

En juin 2017, comme décrit en note 7.5, Orange SA a procédé à l'émission d'obligations échangeables en titres BT portant sur la moitié de la participation conservée.

7.9 Hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers

Au regard de la juste valeur des actifs et passifs financiers, aucun événement significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2017.

NOTE 8 Activités d'Orange Bank

8.1 Eléments des actifs et passifs financiers d'Orange Bank

Les comptes d'Orange Bank ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange et divergent d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activité.

Ainsi, la note 7 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 8 est dédiée aux activités d'Orange Bank.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et Orange Bank ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière.

(au 30 juin 2017, en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Orange Bank	Note	dont éliminations activités télécoms / banque
Prêts et créances non courants d'Orange Bank	1 030	-		1 030	8.1.1	-
Actifs financiers non courants	3 299	1 786		1 540		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	507	495	7.4	12		-
Prêts et créances courants d'Orange Bank	1 638	-		1 638	8.1.1	-
Actifs financiers courants	1 934	1 647		288		(1)
Dérivés actifs courants	26	26	7.4	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 807	6 437		370		-
Dettes non courantes liées aux opérations d'Orange Bank	512	-		512	8.1.2	-
Passifs financiers non courants	28 362	28 362	7.4	27		(27) ⁽¹⁾
Dérivés passifs non courants	745	687	7.4	58		-
Dettes courantes liées aux opérations d'Orange Bank	3 691	-		3 691	8.1.2	-
Passifs financiers courants	4 936	4 758	7.4	179		(1)
Dérivés passifs courants	38	38	7.4	-		-

(1) Emprunt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

8.1.1 Prêts et créances d'Orange Bank

Les prêts et créances d'Orange Bank sont constitués des prêts et créances auprès de la clientèle pour 2 218 millions d'euros et auprès des établissements de crédit pour 450 millions d'euros.

Dans le cadre de la retranscription des comptes d'Orange Bank dans le plan comptable du Groupe, les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle ont été rassemblés au sein des prêts et créances auprès de la clientèle.

A fin juin 2017, les prêts et créances d'Orange Bank auprès de la clientèle sont constitués principalement de crédits de trésorerie (représentant 1 072 millions d'euros) et de crédits à l'habitat (représentant 733 millions d'euros).

Les prêts et créances d'Orange Bank auprès des établissements de crédit sont constitués principalement d'actifs courants correspondant à des comptes et prêts au jour le jour.

8.1.2 Dettes liées aux opérations d'Orange Bank

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées des dettes de la banque auprès de la clientèle pour 3 400 millions d'euros et des établissements de crédit pour 803 millions d'euros.

A fin juin 2017, les dettes de la banque auprès de la clientèle sont constituées principalement de comptes ordinaires de la clientèle pour 2 509 millions d'euros et de comptes sur livrets et d'épargne à régime spécial pour 670 millions d'euros.

Les dettes auprès des établissements de crédit sont constituées principalement de comptes et prêts à terme.

NOTE 9 Capitaux propres

Au 30 juin 2017, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2017, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,19 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 5,47 % du capital et 8,88 % des droits de vote.

9.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2017.

Au cours de la période close le 30 juin 2017, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'élèvent à 2 659 338 388 actions.

9.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 1^{er} juin 2017, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions dont le descriptif figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 avril 2017.

Les seuls rachats d'actions effectués au cours du premier semestre 2017 par Orange SA l'ont été au titre du contrat de liquidité.

Au 30 juin 2017, la société détient 1 322 157 actions propres (dont 1 300 000 au titre du contrat de liquidité), contre 22 423 au 31 décembre 2016 (dont 0 au titre du contrat de liquidité).

9.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 1^{er} juin 2017 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,60 euro par action au titre de l'exercice 2016. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,20 euro par action, mis en paiement le 7 décembre 2016 pour un montant total de 532 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,40 euro par action a été mis en paiement le 14 juin 2017 pour un montant de 1 064 millions d'euros.

9.4 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 414	2 493
<i>dont Groupe Orange Polska</i>	935	906
<i>dont Groupe Sonatel</i>	596	683
<i>dont Groupe Orange Belgium</i>	246	247
<i>dont Groupe Jordan Telecom</i>	158	175
<i>dont Médi Telecom</i>	139	157
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(9)	(7)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	2 405	2 486

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires	231	252
<i>dont Groupe Sonatel</i>	186	186
<i>dont Groupe Orange Polska</i>	0	37
<i>dont Médi Telecom</i>	16	15
<i>dont Groupe Orange Belgium</i>	14	-
<i>dont Groupe Jordan Telecom</i>	11	10

9.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(86)	(174)
Reclassement dans le résultat de la période	(0)	-
Total écarts de conversion des activités poursuivies	(86)	(174)
Reclassement dans le résultat de la période ⁽¹⁾	-	(836)
Total écarts de conversion des activités cédées	-	(836)

(1) Ces écarts de conversion concernait uniquement EE en 2016.

La variation de l'écart de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- sur le premier semestre 2017, une diminution de 55 millions d'euros au titre de la dépréciation du dollar et de 46 millions d'euros au titre de la dépréciation du dinar jordanien,
- sur le premier semestre 2016, une diminution de 101 millions d'euros au titre de la dépréciation du zloty et de 61 millions d'euros au titre de la dépréciation de la livre égyptienne.

9.6 Titres subordonnés

Le montant présenté dans la colonne « titres subordonnés » du tableau de variation des capitaux propres de 5 803 millions d'euros correspond au nominal enregistré en valeur historique (les tranches libellées en livres sterling ne faisant pas l'objet de réévaluation depuis leur émission en 2014). Les frais et primes d'émission de (88) millions d'euros ont été imputés sur les réserves.

Au cours du premier semestre 2017, Orange n'a pas exercé son option de report de paiement et a donc versé les coupons suivants :

- le 7 février 2017, une rémunération de 95 millions d'euros et 38 millions de livres sterling (équivalents à 44 millions d'euros) aux porteurs des titres subordonnés émis en février 2014 ;
- le 3 avril 2017, une rémunération de 35 millions de livres sterling (équivalents à 40 millions d'euros) aux porteurs de la tranche libellée en livres sterling des titres subordonnés émis en octobre 2014.

Pour mémoire, l'effet impôt afférent à la rémunération des titres subordonnés est constaté en résultat sur la période.

L'effet impôt associé aux écarts de conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling s'élève à (13) millions d'euros sur la période. Cet effet est présenté dans les « autres mouvements » du tableau de variation des capitaux propres consolidés.

NOTE 10 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

10.1 Litiges

Au 30 juin 2017, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 589 millions d'euros (537 millions d'euros au 31 décembre 2016). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2016 qui ont eu ou sont susceptibles d'avoir des effets significatifs sur la situation financière du Groupe.

- Dans le cadre des procédures indemnitaires engagées par certains opérateurs devant le Tribunal de commerce de Paris en réparation du préjudice subi du fait des pratiques d'Orange sur les marchés mobile et fixe de la clientèle "entreprise", BT Group a porté sa réclamation à 170 millions d'euros. Compte tenu de la décision rendue le 17 décembre 2015 par l'Autorité

de la concurrence qui a sanctionné Orange à hauteur de 350 millions d'euros du fait de ses pratiques concurrentielles, Orange considère qu'il existe un risque lié à ces procédures, étant précisé que les droits éventuels à réparation des demandeurs restent subordonnés à la caractérisation d'un préjudice réel par ces derniers correspondant aux pratiques sanctionnées.

- Le 16 juin 2017, la Cour d'appel de Paris a confirmé sa décision de 2014 rejetant l'ensemble des réclamations de Numericable d'un montant de 2,6 milliards d'euros visant à l'indemnisation du préjudice résultant d'une prétendue résiliation de fait des conventions d'occupation du génie civil signées en 1999 et 2001 lors de la cession par Orange de ses réseaux cablés.
- Dans la procédure opposant Orange à Lectiel devant la Cour d'appel de Paris concernant le montant du préjudice subi par cette dernière du fait du refus d'Orange de mettre gratuitement à sa disposition sa base annuaires et sa mise à jour quotidienne, préjudice estimé par Lectiel à 4,7 milliards d'euros, l'expert judiciaire nommé par la cour a rendu le 27 juin 2017 son rapport qui conclut à un préjudice de 7 millions d'euros intérêts inclus.
- En Espagne, la cour d'appel (Audiencia Nacional) a rejeté le 23 mai 2017 le recours de BT Group contre la décision de la CNMC du 11 mars 2014 qui avait rejeté sa plainte relative à un prétendu effet de ciseau tarifaire sur le marché de gros du secteur de la téléphonie mobile espagnole. BT Group a formé un recours en cassation devant la Cour suprême.
- Le 3 mars 2017, Orange Polska a été informée que la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a sursis à statuer sur son recours contre la décision confirmant l'amende de 128 millions d'euros qui lui a été infligée par la Commission européenne en 2011, jusqu'à ce qu'un autre litige relatif à un abus de position dominante ait été jugé par la CJUE.
- Le 15 mars 2017, la Cour d'appel de Varsovie a confirmé l'annulation de l'amende imposée par l'Autorité de la concurrence polonaise (UOKIK) sur les quatre principaux opérateurs mobiles polonais, dont orange Polska, pour des pratiques d'entente visant à retarder le développement de nouveaux services sur le marché de la télévision mobile. L'UOKIK a déposé un recours devant la Cour Suprême. Suite à cette décision, la réclamation en dommages et intérêts d'un montant de 140 millions d'euros intentée par la société Magna Polonia contre les opérateurs est actuellement sans fondement.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2016 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

10.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Suite à la signature de nouveaux contrats d'achat de terminaux au cours du premier semestre 2017, le montant total des engagements d'achats de terminaux est estimé à environ 3,6 milliards d'euros sur les prochaines années.

Aucun autre événement majeur n'a affecté les engagements contractuels non comptabilisés décrits dans les comptes consolidés 2016.

NOTE 11 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2017, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiés au 31 décembre 2016.

NOTE 12 Evénements postérieurs à la clôture

Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 26 juillet 2017 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2017 de 0,25 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 7 décembre 2017. Le montant du décaissement estimé s'élève à 665 millions d'euros sur la base du nombre d'actions au 30 juin 2017.

Ce rapport contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque* du Document de référence 2016. Voir aussi les indications sous le titre *Indications prospectives* au début du Document de référence 2016.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes. L'EBITDA ajusté, l'EBITDA, les CAPEX, l'endettement financier net, le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms et les données à base comparable sont des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces agrégats et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utile pour les lecteurs, voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*.

La présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises a évolué au premier trimestre 2017 pour mieux refléter la gestion du marché Entreprises en France (voir début de section 2.3 *Analyse par secteur opérationnel* et notes 1.7 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés). Les données historiques, les données à base comparable et les bases de clients du premier semestre 2016 tiennent compte de ces évolutions.

Les informations sectorielles qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Le passage des données historiques aux données à base comparable pour le premier semestre 2016 est décrit dans la section 2.5.1 *Données à base comparable*.

Les variations qui sont présentées dans les sections suivantes sont calculées sur la base des données en milliers d'euros bien qu'affichées en millions d'euros.

2.1 VUE D'ENSEMBLE

2.1.1 Données financières et effectifs

Données opérationnelles

(au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	20 276	20 054	20 079	1,1 %	1,0 %
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	5 978	5 848	5 913	2,2 %	1,1 %
Activités télécoms	6 005	5 865	5 913	2,4 %	1,6 %
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	29,6 %	29,2 %	29,4 %		
Activités d'Orange Bank	(27)	(17)	-	(66,2)%	-
EBITDA ⁽¹⁾	5 778	5 461	5 592	5,8 %	3,3 %
Activités télécoms	5 805	5 478	5 592	6,0 %	3,8 %
Activités d'Orange Bank	(27)	(17)	-	(66,2)%	-
Résultat d'exploitation	2 434		2 141		13,7 %
Activités télécoms	2 462		2 141		15,0 %
Activités d'Orange Bank	(28)		-		-
CAPEX ⁽¹⁾	3 276	3 181	3 167	3,0 %	3,4 %
Activités télécoms	3 251	3 181	3 167	2,2 %	2,7 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	16,0 %	15,9 %	15,8 %		
Activités d'Orange Bank	25	-	-	-	-
Licences de télécommunication	100	995	976	(89,9)%	(89,8)%
Investissements financés par location-financement	15	44	45	(65,2)%	(66,2)%
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽³⁾	138 763	142 573	141 417	(2,7)%	(1,9)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽³⁾	152 744	155 127	153 539	(1,5)%	(0,5)%

(1) Voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms. Le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank est comptabilisé en autres produits opérationnels.

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

Résultat net

	2017	2016
(au 30 juin, en millions d'euros)		données historiques
Résultat d'exploitation	2 434	2 141
Résultat financier	(1 028)	(830)
Impôt sur les sociétés	(576)	(237)
Résultat net des activités poursuivies	830	1 074
Résultat net des activités cédées (EE)	-	2 249
Résultat net de l'ensemble consolidé	830	3 323
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	682	3 168
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	148	155

Endettement financier net

	30 juin 2017	31 déc. 2016
(en millions d'euros)		données historiques
Endettement financier net ⁽¹⁾	24 555	24 444

(1) Voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*, section 2.6.4 *Glossaire financier* et note 7.4 de l'annexe aux comptes consolidés. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du Document de référence 2016.

2.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2017

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 20 276 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,0 % en données historiques, et de 1,1 % (soit 222 millions d'euros) en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2016. Au deuxième trimestre 2017, le chiffre d'affaires accélère sa croissance, avec une hausse de 1,4 % (en données historiques comme en données à base comparable) par rapport au deuxième trimestre 2016, après une hausse de 0,6 % en données historiques et de 0,8 % en données à base comparable par rapport au premier trimestre 2016. Au deuxième trimestre 2017, l'amélioration de la tendance est notamment liée au rebond de la zone Afrique & Moyen-Orient et à la France qui renoue avec la croissance pour la première fois depuis 2009, tandis que la progression reste forte en Espagne.

L'**activité commerciale** reste très soutenue au deuxième trimestre 2017, avec le développement continu de la convergence et du très haut débit en Europe, et le rebond du mobile en Afrique & Moyen-Orient. Les offres convergentes grand public en France et dans la zone Europe poursuivent leur forte croissance, avec 9,8 millions de clients au 30 juin 2017, en progression de 11,5 % sur un an. Les services fixes haut débit du Groupe comptent 19,1 millions de clients au 30 juin 2017, en hausse de 5,4 % sur un an en données à base comparable, grâce aux offres de fibre optique. Au 30 juin 2017, la base de clients mobile (hors *machine-to-machine*) en France et dans la zone Europe progresse de 3,3 % sur un an. Le très haut débit mobile 4G poursuit son développement rapide, avec 31,6 millions de clients en France et dans la zone Europe au 30 juin 2017, en hausse de 39 % sur un an. En Afrique & Moyen-Orient, les ventes nettes mobiles sont en amélioration très significative pour le deuxième trimestre consécutif, avec 3,9 millions de ventes nettes au deuxième trimestre 2017, après 2,7 millions au premier trimestre 2017.

L'**EBITDA ajusté** ressort à 5 978 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,1 % en données historiques, et de 2,2 % (soit 130 millions d'euros) en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2016. Le ratio d'EBITDA ajusté des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 29,6 % au premier semestre 2017, en hausse de 0,2 point en données historiques et de 0,4 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016. Au premier semestre 2017, le ratio d'EBITDA ajusté rapporté au chiffre d'affaires de la France progresse de 1,0 point par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

L'**EBITDA** s'établit à 5 778 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 3,3 % (soit 186 millions d'euros) en données historiques par rapport au premier semestre 2016.

Le **résultat d'exploitation** ressort à 2 434 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 293 millions d'euros en données historiques par rapport au premier semestre 2016. Cette augmentation résulte principalement de la progression de l'EBITDA et du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'une perte de valeur relative à l'Egypte, en partie compensés par la hausse de la dotation aux amortissements.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 830 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 3 323 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette baisse de 2 493 millions d'euros est principalement liée i) au contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'un résultat positif de 2 249 millions d'euros au titre du résultat net des activités cédées relatif à la cession d'EE, et ii) à la charge de 349 millions d'euros relative à la participation détenue dans BT Group. Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 682 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 3 168 millions d'euros au premier semestre 2016.

Les **CAPEX** représentent 3 276 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 3,4 % en données historiques et de 3,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 16,0 % au premier semestre 2017, en hausse de 0,3 point en données historiques et de 0,2 point en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2016. Les investissements dans les réseaux à très haut débit mobile et fixe (4G / 4G+ et FTTH) progressent de 16,5 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016, en ligne avec les ambitions du plan stratégique **Essentiels2020**.

L'**endettement financier net** s'élève à 24 555 millions d'euros au 30 juin 2017, en augmentation de 111 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016. Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms s'établit à 1,92 au 30 juin 2017, contre 1,93 au 31 décembre 2016, en ligne avec l'objectif d'un ratio autour de 2 à moyen terme.

2.1.3 Faits marquants

Au premier semestre 2017, le Groupe poursuit la mise en œuvre d'**Essentiels2020**, son plan stratégique à l'horizon 2020, avec notamment une connectivité enrichie, grâce notamment i) à ses programmes d'investissement qui vise à différencier Orange par ses réseaux à très haut débit et par sa qualité de service, et ii) à ses offres convergentes et à ses contenus. Orange accélère également sa diversification dans les nouveaux services, en particulier dans les services financiers mobiles (avec notamment le lancement à venir de l'offre d'Orange Bank en France) et dans les objets connectés. Parallèlement, le Groupe mise sur l'innovation, en s'appuyant sur ses ressources propres et sur une démarche d'open innovation, et continue la mise en œuvre d'Explore2020, son plan d'efficacité opérationnelle et de maîtrise des coûts.

Investissements dans les réseaux

Le déploiement des réseaux permettant l'accès en haut débit et très haut débit constitue l'un des cinq leviers du plan stratégique **Essentiels2020**. Orange investira ainsi environ 17 milliards d'euros dans ses réseaux entre 2015 et 2018, dont près de la moitié en France.

Orange numéro 1 des réseaux mobiles en France

Pour la septième fois consécutive, Orange confirme sa place de n°1 des réseaux mobiles en France selon les résultats de l'enquête annuelle d'évaluation de la qualité de service des opérateurs mobiles métropolitains de l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes), paru en juin 2017. Au global, "Orange affiche les meilleurs résultats sur l'ensemble de l'enquête", en arrivant premier ou premier ex aequo sur 176 des 193 critères mesurés.

Ces résultats confirment la pertinence de l'investissement d'Orange dans les réseaux. Au 30 juin 2017, Orange couvre 99 % de la population en 3G+ et 92% en 4G en France métropolitaine.

Déploiement des réseaux mobiles à très haut débit (4G / 4G+)

En **France**, Orange consacre d'importants investissements pour déployer les réseaux 4G / 4G+. Orange couvre ainsi 92 % de la population en 4G au 30 juin 2017, et se donne pour objectif de couvrir 93 % de la population d'ici la fin de l'année 2017. Le nombre de clients 4G a progressé de 30 % en un an pour atteindre 12,3 millions de clients fin juin 2017. Orange poursuit également le déploiement de la technologie 4G+ (*LTE Advanced*), désormais disponible dans de nombreuses villes en France. Plus globalement, Orange poursuit son programme d'amélioration de la qualité des réseaux, visant l'accroissement de la couverture au niveau des transports (autoroutes, TGV et métros) et des lieux de villégiature (stations balnéaires et de montagne, sites touristiques et événements estivaux), la résorption des zones blanches et l'amélioration de la couverture par l'utilisation des fréquences basses. S'agissant de l'aménagement numérique des zones rurales, Orange a notamment amélioré ou couvert 8 000 communes de moins de 5 000 habitants en 4G, à travers son programme "Orange Territoires Connectés" lancé il y a un an. Ce sont ainsi 6 millions d'habitants supplémentaires, soit 1 million de plus que l'objectif fixé en 2016, qui bénéficient de la couverture 4G en France grâce à Orange. Fin juin 2017, Orange couvre ainsi 72 % de la population des communes de moins de 5 000 habitants en 4G.

En **Espagne**, le réseau 4G couvre 93 % de la population au 30 juin 2017. Avec 2,2 millions de clients supplémentaires en un an, Orange compte 8,7 millions de clients 4G dans le pays fin juin 2017. Poursuivant le déploiement de son réseau, Orange a pour ambition de couvrir 95 % de la population espagnole avec la technologie 4G d'ici la fin de l'année 2017.

En **Pologne**, 99,8 % de la population est couverte en 4G au 30 juin 2017, grâce notamment au co-déploiement (partage d'infrastructures de réseau d'accès avec l'opérateur T-Mobile). Les offres 4G d'Orange ont conquis 5,2 millions de clients dans le pays fin juin 2017.

En **Belgique**, Orange couvre 99,6 % de la population en 4G au 30 juin 2017 et poursuit le déploiement de la technologie 4G+, avec une couverture de 57 % de la population fin juin 2017.

En **Europe centrale**, les déploiements des technologies 4G /4G+ progressent rapidement, en particulier en Roumanie (87 % de la population couverte en 4G au 30 juin 2017 et plusieurs villes couvertes en 4G+), en Slovaquie (80 % de la population couverte au 30 juin 2017 et déploiement de la 4G+ en cours) et en Moldavie (98 % de la population couverte au 30 juin 2017).

En **Afrique & Moyen-Orient**, les déploiements du réseau 4G s'accroissent, notamment en Egypte. Le réseau 4G est désormais déployé à travers 11 pays à fin juin 2017.

Déploiement des réseaux fixes à très haut débit (FTTH)

En France, Orange compte 1,7 million de clients bénéficiant de la fibre optique au 30 juin 2017, soit une croissance de 43 % par rapport au 30 juin 2016. Le rythme de déploiement reste soutenu avec 7,9 millions de foyers raccordables à la fibre optique (FTTH) au 30 juin 2017, en progression de 34 % sur un an. L'ambition d'Orange est d'atteindre 12 millions de foyers raccordables en 2018 et 20 millions en 2022 (année de bouclage du Plan France Très Haut Débit). Orange prévoit de déployer la fibre dans 3 600 communes à l'horizon 2022, incluant l'ensemble des grandes villes et des villes moyennes, soit près de 60 % des foyers français. Dans le cadre de son plan stratégique **Essentiels2020**, Orange prévoit d'investir 3 milliards d'euros pour le déploiement de la fibre optique en France sur la période 2015 – 2018.

En Espagne, Orange compte, au 30 juin 2017, 1,9 million de clients bénéficiant de la fibre optique (soit une progression de 60 % sur un an) et 10,7 millions de foyers raccordables à la fibre optique (soit une croissance de 28 % sur un an), dont une partie avec son partenaire Vodafone. Orange s'est donné comme objectif (à travers plusieurs canaux, dont ses propres déploiements) de raccorder 14 millions de foyers d'ici la fin 2020, couvrant 80 % de toutes les villes espagnoles de plus de 20 000 habitants.

En Pologne, le Groupe investit dans les réseaux à très haut débit, avec un plan d'investissement ambitieux pour accompagner sa stratégie de convergence. Le déploiement de la fibre optique s'est fortement accéléré en un an et le pays compte désormais près de 2 millions de foyers raccordables au 30 juin 2017, soit un quasi-doublement sur un an.

En Europe centrale, Orange compte, au 30 juin 2017, 2,2 millions de foyers raccordables à la fibre optique en Roumanie en partenariat avec Telekom Romania, et plus de 350 000 foyers raccordables en Slovaquie.

Offres convergentes et contenus

La convergence, tendance de fond du marché européen, positionne la télévision et les contenus au cœur de la stratégie des opérateurs. Pour Orange, le développement des offres convergentes et des contenus permet d'offrir une connectivité enrichie aux clients, conformément au plan stratégique **Essentiels2020**.

Offres convergentes

La convergence constitue un catalyseur de la croissance d'Orange en Europe, d'une part à travers l'acquisition et la fidélisation des clients, et d'autre part comme dispositif d'enrichissement ultérieur des services détenus par le foyer (télévision, contenus, services financiers, objets connectés, sécurité, santé...). La stratégie menée depuis de nombreux trimestres par Orange et fondée sur la convergence autour du foyer, sur la connectivité et sur l'expérience client, porte ses fruits. Au 30 juin 2017, les offres convergentes grand public en France et dans la zone Europe comptent 9,8 millions de clients, en progression de 11,5 % sur un an, principalement en France (5,7 millions de clients), en Espagne (3,1 millions de clients) et en Pologne (0,9 millions de clients).

Après l'Espagne en décembre 2016, Orange a lancé au premier semestre 2017 ses nouvelles offres convergentes Love en Pologne, en Belgique et dernièrement au Luxembourg.

Contenus

Acteur majeur des contenus depuis plusieurs années, Orange a annoncé en juillet 2017 la création d'Orange Content, une nouvelle entité dédiée aux contenus et destinée à renforcer la présence et l'investissement du Groupe, à piloter la stratégie et à servir de soutien pour tous les pays du Groupe dans ce domaine. Orange Content regroupera une large partie de l'actuelle Direction des Contenus, les filiales Orange Studio (coproduction), OCS (distribution) et Orange Prestations TV (vidéo à la demande). La stratégie qui sera mise en œuvre, particulièrement sur la zone Europe, sera dans la continuité de celle développée ces dernières années : donner la priorité à la distribution la plus large possible des meilleures offres de contenus du marché, et investir dans le cinéma et les séries via OCS et Orange Studio. Cette ambition dans les contenus est confirmée par de nouveaux accords et un investissement important dans la coproduction de séries.

Depuis son lancement en 2008, OCS mène une politique intensive de partenariat et soutient l'ensemble de la filière du cinéma, de la production à la distribution. Dans la continuité de l'engagement pris par OCS fin 2013 et suite à l'accord signé fin décembre 2016 entre Orange Studio et UGC Images sur la distribution de films en salle, Orange et UGC étendent leur partenariat par un nouvel accord avec OCS, portant sur les prochains films produits par UGC Images. Par ailleurs, UGC Images confiera à Orange Studio la commercialisation internationale de l'ensemble de ses films dès l'an prochain. Enfin, Orange confirme son engagement dans la production de séries en annonçant un investissement de 100 millions d'euros sur 5 ans à travers Orange Studio et OCS.

Dans la continuité de l'offre "Famille by Canal" lancée en 2016, Orange et Canal+ renforcent également la distribution des offres de Canal+ pour les clients de la TV d'Orange et vont proposer un modèle de commercialisation inédit de "Canal+ Essentiel" pour les clients bénéficiant de la fibre optique chez Orange.

De la même façon, OCS et HBO ont annoncé en mars 2017 le prolongement et l'élargissement de leur accord pluriannuel, initié lors de la création d'OCS. Avec ce contrat renouvelé par anticipation et étendu, OCS (2,6 millions d'abonnés) deviendra à terme l'unique diffuseur des programmes HBO en France.

Dans un autre domaine, Orange et Fnac ont signé un accord exclusif permettant de proposer des offres de lecture numérique (bandes dessinées, livres) aux clients d'Orange.

Services financiers sur mobile et objets connectés

Les services financiers sur mobile et les objets connectés constituent un axe de diversification majeur du Groupe, l'un des cinq leviers du plan stratégique [Essentiels2020](#).

Lancement à venir d'Orange Bank en France

En avril 2017, Orange a dévoilé son offre bancaire 100 % mobile, baptisée Orange Bank et centrée sur les usages de ses clients. Depuis mi-mai, l'offre bancaire d'Orange est testée par près de 1 000 salariés. Le Groupe a décidé de prolonger et d'élargir la phase de test et de reporter le lancement d'Orange Bank auprès du grand public au second semestre 2017 afin d'être à la hauteur des standards et des critères d'excellence en termes de qualité et de fiabilité attendue par le Groupe.

L'offre comprendra dès le lancement un compte, une carte, un découvert autorisé et un livret d'épargne rémunéré, et s'enrichira progressivement de services additionnels comme le crédit et l'assurance. La souscription à cette offre pourra se faire directement depuis l'application mobile, en ligne ou dans l'une des 140 boutiques agréées du réseau de distribution Orange.

Avec le lancement de cette offre, Orange réaffirme son ambition dans les services financiers sur mobile. Orange bénéficie d'une combinaison d'atouts essentiels et uniques pour réussir le lancement d'Orange Bank : une marque forte, un solide réseau de distribution, et la confiance de 30 millions de clients mobiles. Cette légitimité dans l'univers des services financiers s'est déjà concrétisée avec le succès d'Orange Money en Afrique et au Moyen-Orient, et plus récemment le lancement d'Orange Finance en Pologne.

Déploiement des réseaux dédiés à l'Internet des Objets en Europe

En complément de ses réseaux cellulaires, Orange a choisi d'investir dans des réseaux LPWA (*Low Power Wide Area*, réseau permettant d'assurer les échanges des objets connectés de petite taille, non raccordés au réseau électrique, nécessitant une connectivité à faible consommation d'énergie et à moindre coût), avec une gamme de solutions complémentaires pour couvrir les besoins de ses clients en Europe dans le domaine de l'Internet des Objets (IoT).

Orange a ainsi choisi de déployer en priorité et de façon progressive la technologie LTE-M (*Long Term Evolution for Machines*) sur ses réseaux 4G en Europe, en commençant par la Belgique et l'Espagne en 2017, puis ensuite dans les autres pays européens. Orange considère que cette technologie, polyvalente et d'un bon rapport coût / efficacité, permet de répondre à de nombreux usages.

Ce déploiement vient renforcer la stratégie d'investissement du Groupe dans les solutions LPWA, initiée début 2016 avec l'ouverture d'un réseau basé sur la technologie LoRa[®] (*Long Range*) en France. Fin juin 2017, ce réseau couvre près de 4 000 communes ou sites industriels, et le déploiement se poursuit avec l'objectif d'une couverture nationale en France métropolitaine d'ici la fin de l'année 2017.

Pour répondre à l'ensemble des besoins de ses clients, Orange poursuit par ailleurs des tests et des évaluations concernant d'autres technologies de Mobile IoT, et prépare également la 5G.

Transformation digitale du client entreprise

Dans le cadre du plan stratégique [Essentiels2020](#), Orange se positionne en tant que partenaire des entreprises dans leur transformation digitale, notamment avec un projet d'acquisition et le lancement d'un nouveau cloud public.

En mai 2017, Orange a annoncé son entrée en négociation exclusive en vue de l'acquisition d'un bloc de contrôle représentant environ 67 % du capital de Business & Decision, spécialiste de la Data et du Digital, acteur de la *Business Intelligence* (analyse des données structurées de l'entreprise) et du *Customer Relationship Management* (CRM, gestion de la relation client). La réalisation de l'opération pourrait intervenir à la fin du troisième trimestre 2017.

En juin 2017, Orange Business Services a annoncé le lancement de son nouveau cloud public "Flexible Engine" en France, et de sa nouvelle offre de gestion des applications et de services d'expertise. Son infrastructure est déjà déployée en France et en Asie, et le sera en Amérique du Nord et en Europe du Nord d'ici la fin de l'année 2017, puis en Afrique en 2018.

Suppression des frais d'itinérance supplémentaires en Europe

L'entrée en vigueur de la réglementation européenne *Roam like at home* le 15 juin 2017 marque la fin de la facturation des frais supplémentaires en itinérance (*roaming*) dans les pays de l'Union Européenne. Dans plusieurs pays, Orange a adapté ses offres en conséquence, notamment en anticipant ou en allant géographiquement au-delà de la réglementation applicable.

Réduction de la participation dans BT Group et refinancement à taux négatif

Au 31 décembre 2016, Orange détenait une participation de 4 % dans BT Group, suite à la cession de sa participation dans EE en janvier 2016. Dans le cadre des accords de cession, Orange avait consenti un engagement de conservation de ses titres d'une durée d'un an. Cet engagement a expiré en janvier 2017. En juin 2017, Orange a choisi de réduire son exposition au titre BT, tout en restant exposé à une hausse potentielle future de l'action par le biais de sa participation résiduelle, avec simultanément i) la cession de 133 millions d'actions BT dans le marché, soit 1,33 % du capital de BT, pour 433 millions d'euros nets de frais au 22 juin 2017, et ii) l'émission d'obligations échangeables en actions BT pour 517 millions de livres sterling (soit 585 millions d'euros). Ces obligations d'une maturité de quatre ans ont été émises sur la base d'un prix de référence de 2,88 livres sterling par action BT et sont assorties d'une prime d'échange de 35 % correspondant à un prix d'échange de 3,89 livres

sterling par action BT. Elles portent intérêt au taux de 0,375 % par an, soit un taux d'intérêt négatif après transformation en euros (voir notes 7.5 et 7.8 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2017, Orange conserve une participation de 2,67 % dans BT Group. Les effets de la participation détenue dans BT Group sur le résultat financier du premier semestre 2017 sont présentés dans la note 7.8 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.1.4 Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes

Orange confirme pour l'exercice 2017 un EBITDA ajusté (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*) supérieur à celui réalisé en 2016 en données à base comparable, porté par la forte dynamique commerciale que soutiennent les investissements et la poursuite des efforts de transformation de la structure de coûts.

Le Groupe confirme également l'objectif d'un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*) autour de 2 à moyen terme pour préserver la solidité financière d'Orange et sa capacité d'investissement. Dans ce cadre, le Groupe maintient une politique d'acquisition sélective et créatrice de valeur en se concentrant sur les marchés sur lesquels il est déjà présent.

Comme annoncé lors de la présentation des résultats de l'exercice 2016, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale annuelle 2018 le versement d'un dividende de 0,65 euro par action pour 2017. Un acompte sur dividende de l'exercice 2017, de 0,25 euro par action, sera payé le 7 décembre 2017. La date de détachement du coupon est fixée au 5 décembre 2017 et la date d'enregistrement au 6 décembre 2017.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.4 *Facteurs de risque* du Document de référence 2016. Voir également les indications sous le titre *Indications prospectives* au début du Document de référence 2016. A la date de publication du présent rapport, cette description reste valable pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes du second semestre 2017.

2.2 ANALYSE DES RESULTATS ET DES INVESTISSEMENTS DU GROUPE

2.2.1 Du chiffre d'affaires à l'EBITDA ajusté du Groupe

Cette section présente le passage du chiffre d'affaires à l'EBITDA ajusté du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, telles que présentés dans la section 2.5.2 *EBITDA ajusté et EBITDA* et dans les notes 1.1 et 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	20 276	20 054	20 079	1,1 %	1,0 %
Achats externes ⁽²⁾	(8 967)	(8 842)	(8 818)	1,4 %	1,7 %
Autres produits et charges opérationnels ^{(2) (3)}	84	196	189	(57,7)%	(56,0)%
Charges de personnel ^{(2) (3)}	(4 171)	(4 338)	(4 319)	(3,9)%	(3,4)%
Impôts et taxes d'exploitation ^{(2) (3)}	(1 244)	(1 222)	(1 218)	1,8 %	2,1 %
EBITDA ajusté	5 978	5 848	5 913	2,2 %	1,1 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Données ajustées (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et note 1 des comptes consolidés).

2.2.1.1 Chiffre d'affaires

Evolution du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires ⁽²⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽³⁾	Var. (%) données historiques
France	8 879	8 860	8 860	0,2 %	0,2 %
Europe	5 405	5 162	5 128	4,7 %	5,4 %
Espagne	2 628	2 418	2 418	8,7 %	8,7 %
Pologne	1 325	1 337	1 306	(0,9)%	1,4 %
Belgique & Luxembourg	617	609	609	1,4 %	1,4 %
Europe centrale	843	801	798	5,2 %	5,6 %
Eliminations intra-Europe	(8)	(3)	(3)		
Afrique & Moyen-Orient	2 491	2 449	2 516	1,7 %	(1,0)%
Entreprises	3 615	3 675	3 666	(1,6)%	(1,4)%
Opérateurs internationaux & Services partagés	819	903	904	(9,3)%	(9,4)%
Eliminations intra-Groupe	(933)	(995)	(995)		
Total Groupe	20 276	20 054	20 079	1,1 %	1,0 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir notes 1.1 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank est comptabilisé en autres produits opérationnels.

Au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 20 276 millions d'euros, soit une hausse de 1,0 % en données historiques et de 1,1 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'augmentation de 1,0 % du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, soit une hausse de 197 millions d'euros, s'explique :

- d'une part :
 - par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 193 millions d'euros et comprend principalement les effets i) de l'acquisition d'Airtel au Burkina Faso le 22 juin 2016, pour 94 millions d'euros, et ii) de l'acquisition d'Oasis (Tigo) en République Démocratique du Congo le 20 avril 2016, pour 65 millions d'euros,
 - plus que compensé par l'effet négatif des variations de change, qui représente 218 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, soit un impact défavorable de 297 millions d'euros ;
- et, d'autre part, par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 222 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 222 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, soit une progression de 1,1 %, résulte principalement :

- de la hausse de 210 millions d'euros du chiffre d'affaires en **Espagne** (soit une croissance de 8,7 %). Cette évolution reflète principalement i) la progression du chiffre d'affaires des services mobiles, qui bénéficie de l'enrichissement continu des offres, du déploiement de la 4G et de la croissance de la base de clients mobile, ii) la hausse du chiffre d'affaires des services fixes haut débit, tirée à la fois par le développement des offres de fibre optique et des offres de contenus (avec notamment la retransmission de championnats de football) et par l'augmentation de la base de clients fixes haut débit, et iii) la croissance des ventes d'équipements mobiles ;
- de la croissance de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'**Europe centrale** (soit une hausse de 5,2 %), tirée par la bonne performance de l'activité en Roumanie, et dans une moindre mesure, en Moldavie ;
- de l'augmentation de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires dans les pays d'**Afrique & Moyen-Orient** (soit une hausse de 1,7 %), tirée par les bonnes performances des sous-groupes Sonatel (Sénégal, Mali, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone) et Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Libéria, voir note 1.7 des comptes consolidés), en partie compensées par le recul du chiffre d'affaires en République Démocratique du Congo ;
- et de la légère progression de 19 millions d'euros du chiffre d'affaires en **France** (soit une hausse de 0,2 %). Cette évolution s'explique essentiellement i) par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit (tirée par la progression de la base de clients fixes haut débit et par le développement des offres de fibre optique et des offres de contenus), par la hausse du chiffre d'affaires des services fixes aux opérateurs, et par l'accroissement des ventes d'équipements mobiles, ii) en partie compensées par le recul tendanciel des revenus de la téléphonie classique et par la décroissance du chiffre d'affaires des services mobiles (en raison notamment de la diminution des revenus de l'itinérance nationale, des baisses de prix de l'itinérance en Europe, et de la part croissante des offres *SIM-only*).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la diminution de 84 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux **Opérateurs internationaux & Services partagés** (soit une baisse de 9,3 %), sous l'effet principalement du recul de l'activité relative aux opérateurs internationaux ;

- par le recul de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires des services aux **Entreprises** (soit une baisse de 1,6 %), en raison essentiellement de la décroissance du chiffre d'affaires des services de données et des services de voix, qui n'est que partiellement compensée par la progression des revenus des services d'intégration et des technologies de l'information ;
- et, dans une moindre mesure, par la baisse de 12 millions d'euros du chiffre d'affaires en **Pologne** (soit un retrait de 0,9 %). Le retrait des services mobiles (lié au développement des offres avec paiement étalé et à la part croissante des offres *SIM-only* et des offres convergentes) et le recul tendanciel des services téléphoniques classiques sont en grande partie compensés par la progression des ventes d'équipements mobiles (en lien avec le développement des offres avec paiement étalé) et par l'augmentation des autres revenus.

Evolution du nombre de clients

Clients ^{(2) (3)} (au 30 juin, en millions)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Nombre de clients des services mobiles ⁽³⁾	207,4	200,2	188,6	3,6 %	10,0 %
Nombre de clients avec forfaits	71,9	66,7	67,0	7,8 %	7,4 %
Nombre de clients avec offres prépayées	135,5	133,5	121,6	1,5 %	11,4 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe	42,4	43,2	43,0	(1,9)%	(1,5)%
Nombre de clients des services d'accès à internet	19,1	18,2	17,9	5,1 %	6,6 %
dont Nombre de clients des services fixes haut débit	19,1	18,1	17,9	5,4 %	6,9 %
Total Groupe ⁽³⁾	268,9	261,6	249,6	2,8 %	7,8 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Le nombre de clients du groupe Orange est calculé i) à 100 % pour les entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale, et ii) à hauteur de leur pourcentage d'intérêt pour les entités consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

(3) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.2.1.2 EBITDA ajusté

Au premier semestre 2017, l'EBITDA ajusté du groupe Orange ressort à 5 978 millions d'euros (dont 6 005 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 27 millions d'euros au titre des activités d'Orange Bank), en hausse de 1,1 % en données historiques et de 2,2 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016. Le ratio d'EBITDA ajusté des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 29,6 % au premier semestre 2017, en hausse de 0,2 point en données historiques et de 0,4 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'augmentation de 1,1 % de l'EBITDA ajusté du Groupe entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, soit une hausse de 65 millions d'euros s'explique :

- i) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 13 millions d'euros, ii) plus que compensé par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 78 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, soit un impact défavorable de 94 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 130 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 2,2 % de l'EBITDA ajusté du Groupe entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, soit une hausse de 130 millions d'euros s'explique :

- par l'amélioration de 1,1 % du chiffre d'affaires, soit 222 millions d'euros ;
- et par le recul de 3,9 %, soit 167 millions d'euros, des charges de personnel ajustées (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), résultant essentiellement i) de la diminution de 2,7 % du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein, voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), représentant une baisse de 3 810 employés en équivalent temps plein, essentiellement en France, en Pologne et dans certains pays d'Afrique & Moyen-Orient, et ii) du contre-effet de la comptabilisation, en 2016, de l'Offre Réservée au Personnel (ORP) Orange Ambition 2016.

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la progression de 3,8 %, soit 119 millions d'euros, des charges commerciales et coûts de contenus (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), du fait notamment i) de la comptabilisation des droits relatifs au football en Espagne, en lien avec la dynamique commerciale, ii) des nouveaux accords, des extensions et des renouvellements de partenariats dans le domaine des contenus (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) permettant l'enrichissement des offres, notamment en France, et iii) de la hausse des charges commerciales, principalement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient ;
- par la diminution de 57,7 %, soit 112 millions d'euros, des autres produits et charges opérationnels ajustés (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), en raison en particulier i) de la progression des autres charges d'exploitation de la France, ii) de la baisse des autres produits d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés, et iii) du recul du résultat de cession d'immobilisations ;
- et par la croissance de 2,5 %, soit 38 millions d'euros, des autres charges de réseau et charges informatiques (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), notamment dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, en lien notamment avec l'extension et la densification du réseau mobile.

2.2.2 De l'EBITDA ajusté au résultat d'exploitation du Groupe

Cette section présente le passage de l'EBITDA ajusté au résultat d'exploitation du Groupe par nature de charges (voir section 2.5.2 EBITDA ajusté et EBITDA et notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
EBITDA ajusté	5 978	5 848	5 913	2,2 %	1,1 %
Principaux litiges	(60)	40	40		
Charges spécifiques de personnel	(58)	(80)	(80)		
Revue du portefeuille de titres et d'activités	(6)	-	67		
Coûts de restructuration et d'intégration	(76)	(339)	(340)		
Autres éléments spécifiques ⁽²⁾	-	(8)	(8)		
EBITDA	5 778	5 461	5 592	5,8 %	3,3 %
Dotation aux amortissements	(3 351)		(3 279)		
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-		(80)		
Perte de valeur des immobilisations	4		(92)		
Résultat des entités mises en équivalence	3		-		
Résultat d'exploitation	2 434		2 141		13,7 %

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) Au premier semestre 2016, frais de transaction relatifs aux négociations non abouties avec Bouygues Telecom.

2.2.2.1 EBITDA

Au premier semestre 2017, l'EBITDA du groupe Orange ressort à 5 778 millions d'euros, soit une hausse de 3,3 % représentant 186 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 en données historiques.

En **données historiques**, le passage de l'EBITDA ajusté à l'EBITDA du Groupe s'explique :

- au premier semestre 2017, pour un montant négatif total de 200 millions d'euros :
 - par une charge nette sur principaux litiges de 60 millions d'euros, correspondant principalement à la réévaluation du risque sur différents contentieux,
 - par des charges spécifiques de personnel de 58 millions d'euros, comprenant i) une charge de 78 millions d'euros au titre des dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) et primes liées, et ii) le produit à recevoir au titre de la restitution des cotisations sociales payées en 2011 dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions "Partageons",
 - par une charge nette de 6 millions d'euros relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités,
 - et par des coûts de restructuration et d'intégration de 76 millions d'euros (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés), liés essentiellement à l'optimisation du patrimoine immobilier et aux plans de départs des salariés ;
- et au premier semestre 2016, pour un montant négatif total de 321 millions d'euros :
 - par un produit net sur principaux litiges de 40 millions d'euros,
 - par des charges spécifiques de personnel de 80 millions d'euros au titre des dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) et primes liées,
 - par un produit net de 67 millions d'euros relatif à la revue du portefeuille de titres et d'activités, comprenant principalement un résultat de cession positif de 49 millions d'euros relatif à la cession de Fime (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés),
 - par des coûts de restructuration et d'intégration de 340 millions d'euros, en majeure partie en France et en Espagne, liés essentiellement i) aux réseaux de distribution (principalement les coûts de la cessation de la relation avec certains distributeurs indirects et la fin de M6 Mobile en France), ii) au personnel (principalement les plans de départs d'Orange Espagne), iii) aux coûts de rupture de contrats opérationnels dans le cadre de l'intégration des activités de Jazztel en Espagne, et iv) à l'optimisation du patrimoine immobilier (voir note 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés),
 - et par des frais de transaction relatifs aux négociations non abouties avec Bouygues Telecom pour 8 millions d'euros (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.2.2.2 Résultat d'exploitation

Au premier semestre 2017, le résultat d'exploitation du groupe Orange ressort à 2 434 millions d'euros (dont 2 462 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 28 millions d'euros au titre des activités d'Orange Bank), contre 2 141 millions d'euros au premier semestre 2016 en données historiques, soit une hausse de 13,7 % représentant 293 millions d'euros. En **données historiques**, cette augmentation s'explique principalement :

- par la progression de 186 millions d'euros de l'EBITDA ;

- et par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'une perte de valeur de 176 millions d'euros relative à l'Egypte (dont 80 millions d'euros au titre des écarts d'acquisition et 96 millions d'euros au titre des immobilisations), qui reflétait les effets sur les flux de trésorerie attendus de l'attribution en cours de la nouvelle licence 4G et des nouvelles conditions financières (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- en partie compensés par l'accroissement de 72 millions d'euros de la dotation aux amortissements. Cette augmentation s'explique principalement i) par la progression des investissements réalisés ces dernières années, relative notamment au déploiement des réseaux à très haut débit (4G et FTTH), en France et dans le reste de l'Europe, ii) par l'augmentation de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations et de l'amortissement relatif aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, en France, et iii) par les variations de périmètre liées à l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Burkina Faso, République Démocratique du Congo, Libéria et Sierra Leone), iv) en partie compensées par l'effet positif sur la dotation aux amortissements de la dévaluation de la livre égyptienne par rapport à l'euro fin 2016.

2.2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe

(au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données historiques
Résultat d'exploitation	2 434	2 141
Coût de l'endettement financier brut	(618)	(732)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	7	13
Gain (perte) de change	(60)	(95)
Autres produits et charges financiers	(8)	(16)
Effets liés à la participation dans BT	(349)	-
Résultat financier	(1 028)	(830)
Impôt sur les sociétés	(576)	(237)
Résultat net des activités poursuivies	830	1 074
Résultat net des activités cédées (EE)	-	2 249
Résultat net de l'ensemble consolidé	830	3 323
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	682	3 168
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	148	155

Au premier semestre 2017, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange s'établit à 830 millions d'euros, contre 3 323 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une baisse de 2 493 millions d'euros. Cette diminution s'explique :

- par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'un résultat positif de 2 249 millions d'euros au titre du résultat net des activités cédées, relatif à EE, correspondant i) au résultat de cession d'EE pour 2 076 millions d'euros, et ii) aux dividendes reçus d'EE en janvier 2016 (préalablement à sa cession) pour 173 millions d'euros ;
- par la hausse de 339 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés), qui s'explique notamment par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'un produit d'impôt de 177 millions d'euros résultant de l'issue favorable des procédures contentieuses engagées au titre des exercices 2008 – 2009 et 2011 – 2013 et relatives à la quote-part de frais et charges de 5 % appliquée en France aux dividendes reçus de sociétés membres de l'Union Européenne ;
- et par la dégradation de 198 millions d'euros du résultat financier (voir note 7.2 de l'annexe aux comptes consolidés), qui résulte principalement de la comptabilisation, au premier semestre 2017, d'une charge de 349 millions d'euros relative à la participation détenue dans BT Group, comprenant i) une dépréciation complémentaire de 223 millions d'euros des titres BT conservés, et ii) une perte de 126 millions d'euros relative à la perte de valeur complémentaire constatée sur les titres BT cédés, correspondant essentiellement à la variation de valeur jusqu'à la date de cession (voir section 2.1.3 *Faits marquants* et note 7.8 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces effets liés à la participation dans BT Group sont partiellement compensés i) par l'amélioration du coût de l'endettement financier brut, essentiellement liée à la diminution des intérêts sur les dettes obligataires après effet des couvertures, et ii) dans une moindre mesure, par l'amélioration du résultat de change financier ;
- en partie compensés par la progression de 293 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 9.4 de l'annexe aux comptes consolidés), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 682 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 3 168 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une diminution de 2 486 millions d'euros.

2.2.4 Du résultat net au résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé des comptes consolidés*.

2.2.5 Investissements du Groupe

Investissements corporels et incorporels ⁽²⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
CAPEX	3 276	3 181	3 167	3,0 %	3,4 %
Licences de télécommunication	100	995	976	(89,9)%	(89,8)%
Investissements financés par location-financement	15	44	45	(65,2)%	(66,2)%
Total Groupe	3 391	4 220	4 188	(19,7)%	(19,0)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, le recul des investissements corporels et incorporels du Groupe s'explique principalement par le contre-effet des importantes acquisitions de licences de télécommunication (principalement 4G) comptabilisées au premier semestre 2016.

Les investissements financiers (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) sont décrits dans la section 2.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms*.

2.2.5.1 CAPEX

Au premier semestre 2017, les CAPEX du groupe Orange représentent 3 276 millions d'euros (dont 3 251 millions d'euros au titre des activités télécoms et 25 millions d'euros au titre des activités d'Orange Bank), en hausse de 3,4 % en données historiques et de 3,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016. Le ratio de CAPEX rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 16,0 % au premier semestre 2017, en hausse de 0,3 point en données historiques et de 0,2 point en données à base comparable, par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'augmentation de 3,4 % des CAPEX du Groupe entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, soit une hausse de 109 millions d'euros, s'explique :

- i) par l'impact positif des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 25 millions d'euros, et comprend principalement l'effet de l'acquisition d'Airtel au Burkina Faso le 22 juin 2016, pour 14 millions d'euros, ii) en partie compensé par l'effet négatif des variations de change pour 11 millions d'euros compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro, soit un impact défavorable de 20 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une croissance de 95 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la hausse de 95 millions d'euros des CAPEX du Groupe entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, soit une progression de 3,0 %, s'explique principalement :

- par la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit mobile (4G, voir section 2.1.3 *Faits marquants*), principalement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (avec 11 pays couverts en 4G fin juin 2017) et en France (programme d'amélioration de la qualité des réseaux sur les lieux de vie) ;
- par la croissance des investissements dans les réseaux à très haut débit fixe (VDSL et FTTH, voir section 2.1.3 *Faits marquants*), principalement en France et en Pologne ;
- par les investissements d'Orange Bank dans le domaine de l'informatique, en amont du lancement commercial de l'offre d'Orange Bank au second semestre 2017 (voir section 2.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par la hausse des investissements relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, en Belgique, en lien avec le dynamisme des offres convergentes par câble lancées au second semestre 2016.

2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication

Au premier semestre 2017, les acquisitions de licences de télécommunication s'élèvent à 100 millions d'euros et concernent principalement le Sénégal pour 76 millions d'euros (seconde tranche de l'acquisition d'une licence 4G et du renouvellement des blocs de fréquences 2G / 3G).

Au premier semestre 2016, les acquisitions de licences de télécommunication s'élevaient à 976 millions d'euros en **données historiques** et concernaient principalement i) la Pologne pour 719 millions d'euros (acquisition de blocs de fréquence 4G dans les bandes 800 MHz et 2 600 MHz), ii) la Côte d'Ivoire pour 146 millions d'euros (principalement le renouvellement des licences existantes avec une licence universelle incluant la 4G), iii) l'Espagne pour 48 millions d'euros (acquisition de blocs de fréquences 4G dans les bandes 2 600 MHz et 3 500 MHz), iv) la Jordanie pour 32 millions d'euros (acquisition de blocs de fréquences 3G), et v) les frais de transfert des licences 2G de l'opérateur Tigo en République Démocratique du Congo pour 22 millions d'euros.

Par ailleurs, les acquisitions de licences de télécommunication peuvent donner lieu, dans certains cas, à des redevances annuelles comptabilisées en impôts et taxes d'exploitation dans le compte de résultat consolidé.

2.3 ANALYSE PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Evolution de la présentation de l'information sectorielle

Evolution des secteurs opérationnels France et Entreprises

La présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises a évolué au premier trimestre 2017 pour mieux refléter la gestion du marché Entreprises en France (voir notes 1.7 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés). Le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation des services mobiles et des ventes d'équipements mobiles des entreprises employant plus de 50 salariés, jusqu'ici inclus dans le secteur opérationnel France, sont désormais regroupés avec les activités du secteur opérationnel Entreprises. Cette évolution n'a aucun impact sur le compte de résultat consolidé du Groupe. Seule la présentation du chiffre d'affaires et des charges d'exploitation des secteurs opérationnels France et Entreprises est modifiée, avec un ajustement sur les éliminations intra-Groupe. Il n'y a pas d'impact sur les CAPEX et les effectifs des deux secteurs opérationnels. Les données historiques, les données à base comparable et les bases de clients du premier semestre 2016 tiennent compte de ces évolutions.

Evolution des secteurs opérationnels d'Afrique & Moyen-Orient

A compter de 2017, les décisions sur l'allocation des ressources et l'appréciation de la performance des composantes d'Orange sont prises par le Président Directeur Général (principal décideur opérationnel) aux niveaux suivants en Afrique & Moyen-Orient : le sous-groupe Sonatel (regroupant les entités Sonatel au Sénégal, Orange Mali, Orange Bissau, Orange en Guinée et Orange en Sierra Léone), le sous-groupe Côte d'Ivoire (regroupant les entités Orange Côte d'Ivoire, Orange au Burkina Faso et Orange au Libéria) et chacun des autres pays d'Afrique & Moyen-Orient, qui constituent donc désormais les secteurs opérationnels. L'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés reste inchangée (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Pour plus de détails concernant les informations sectorielles, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Données opérationnelles par secteur

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les premiers semestres 2017, 2016 en données à base comparable et 2016 en données historiques.

Semestres clos le 30 juin (en millions d'euros)	France	Europe ⁽²⁾					Total Europe
		Espagne	Pologne	Belgique & Luxembourg	Europe centrale	Eliminations Europe	
30 juin 2017							
Chiffre d'affaires	8 879	2 628	1 325	617	843	(8)	5 405
EBITDA ajusté	3 168	722	367	157	302	-	1 548
EBITDA	3 115	721	365	156	302	-	1 544
Résultat d'exploitation	1 610	230	64	44	141	-	479
CAPEX	1 611	538	192	77	99	-	906
Licences de télécommunication	11	3	-	-	-	-	3
Nombre moyen d'employés	60 505	6 545	15 769	1 610	5 495	-	29 419
30 juin 2016 - Données à base comparable (1)							
Chiffre d'affaires	8 860	2 418	1 337	609	801	(3)	5 162
EBITDA ajusté	3 070	627	396	145	283	-	1 451
EBITDA	2 852	493	396	145	283	-	1 317
CAPEX	1 590	547	198	62	110	-	917
Licences de télécommunication	-	48	736	-	9	-	793
Nombre moyen d'employés	63 533	6 343	16 766	1 626	5 142	-	29 877
30 juin 2016 - Données historiques							
Chiffre d'affaires	8 860	2 418	1 306	609	798	(3)	5 128
EBITDA ajusté	3 070	625	387	145	281	-	1 438
EBITDA	2 852	492	387	145	281	-	1 305
Résultat d'exploitation	1 480	30	81	47	117	-	275
CAPEX	1 586	547	194	62	110	-	913
Licences de télécommunication	-	48	719	-	9	-	776
Nombre moyen d'employés	63 533	6 345	16 766	1 626	5 142	-	29 879

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) La zone Europe regroupe les secteurs opérationnels Espagne, Pologne, Belgique & Luxembourg, et ceux d'Europe centrale.

Afrique & Moyen-Orient	Entreprises	Opérateurs Inter-nationaux & Services Partagés	Eliminations Activités télécoms	Total Activités télécoms	Orange Bank	Eliminations Groupe	Total Groupe
2 491	3 615	819	(933)	20 276	-	-	20 276
764	629	(104)	-	6 005	(27)	-	5 978
756	612	(222)	-	5 805	(27)	-	5 778
329	431	(387)	-	2 462	(28)	-	2 434
428	179	127	-	3 251	25	-	3 276
86	-	-	-	100	-	-	100
15 156	20 582	12 470	-	138 132	631	-	138 763
2 449	3 675	903	(995)	20 054	-	-	20 054
757	661	(74)	-	5 865	(17)	-	5 848
756	634	(81)	-	5 478	(17)	-	5 461
367	169	138	-	3 181	-	-	3 181
202	-	-	-	995	-	-	995
15 943	19 949	12 724	-	142 026	547	-	142 573
2 516	3 666	904	(995)	20 079	-	-	20 079
828	660	(83)	-	5 913	-	-	5 913
843	689	(97)	-	5 592	-	-	5 592
147	503	(264)	-	2 141	-	-	2 141
359	168	141	-	3 167	-	-	3 167
200	-	-	-	976	-	-	976
14 874	20 299	12 832	-	141 417	-	-	141 417

2.3.1 France

La présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises a évolué au premier trimestre 2017 pour mieux refléter la gestion du marché Entreprises en France (voir début de section 2.3 *Analyse par secteur opérationnel*).

France ⁽³⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 879	8 860	8 860	0,2 %	0,2 %
EBITDA ajusté	3 168	3 070	3 070	3,2 %	3,2 %
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	35,7 %	34,6 %	34,6 %		
EBITDA	3 115	2 852	2 852	9,2 %	9,2 %
Résultat d'exploitation	1 610	-	1 480	-	8,8 %
CAPEX	1 611	1 590	1 586	1,3 %	1,6 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	18,1 %	17,9 %	17,9 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	11	-	-	ns	ns
Nombre moyen d'employés	60 505	63 533	63 533	(4,8)%	(4,8)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

(3) Les données tiennent compte de l'évolution de la présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises au premier trimestre 2017 (voir début de section 2.3 *Analyse par secteur opérationnel*).

2.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

Le chiffre d'affaires de la France s'établit à 8 879 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une croissance de 0,2 % en données historiques comme en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 19 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre les deux périodes s'explique essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit et des services fixes aux opérateurs, et dans une moindre mesure, par la progression des ventes d'équipements mobiles (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*), en partie compensées i) par le recul tendanciel des revenus de la téléphonie classique, ii) par la diminution accrue des revenus de l'itinérance nationale, iii) par les baisses de prix de l'itinérance en Europe, et iv) par le développement rapide des offres mobiles *SIM-only*.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 3 165 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une baisse de 2,2 % représentant 71 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la dégradation du chiffre d'affaires des Services mobiles est liée essentiellement à la diminution des revenus du contrat d'itinérance national, et à l'effet des baisses de prix de l'itinérance en Europe.

La croissance de la base de clients mobile permet d'amortir une partie de la baisse des prix liée à la pénétration des offres *SIM-only* et des offres convergentes. A cet égard, l'ARPU mobile (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) est en retrait de 0,6 % entre le 30 juin 2016 et le 30 juin 2017.

La base de clients mobile s'élève à 21,6 millions de clients au 30 juin 2017, soit une décroissance de 0,6 % sur un an. Les offres avec forfaits totalisent 18,3 millions de clients au 30 juin 2017, en augmentation de 2,6 % sur un an, et représentent désormais 84,7 % de la base de clients mobile au 30 juin 2017 contre 82,1 % un an auparavant. La bipolarisation du marché de la téléphonie mobile entre les offres d'entrée de gamme et des offres premium se poursuit, avec le développement des offres *SIM-only*, dont Sosh (qui totalisent 3,4 millions de clients au 30 juin 2017) et des offres convergentes Open (qui atteignent 8,2 millions de clients à la même date). Parallèlement, les offres prépayées (qui représentent 3,3 millions de clients au 30 juin 2017) enregistrent un recul de 15,1 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 5 137 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une hausse de 1,3 % représentant 68 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

Services fixes Grand Public

Le chiffre d'affaires des Services fixes Grand Public s'établit à 3 126 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une baisse de 0,1 % (5 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Services fixes bas débit est, entre les deux périodes, en recul de 11,2 %, soit 115 millions d'euros, en raison de la baisse tendancielle du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des Services fixes haut débit progresse de 5,2 %, soit 110 millions d'euros, reflétant, d'une part, la part croissante des offres de fibre optique des offres premium, et d'autre part, le développement des offres de contenus. La base de clients fixe haut débit est en croissance de 3,5 % sur un an, totalisant 11,0 millions de clients au 30 juin 2017, et l'ARPU fixe haut débit (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) progresse de 1,5 % sur un an. Les offres convergentes (qui atteignent 5,7 millions de clients au 30 juin 2017) représentent 57,8 % de la base de clients fixe haut débit grand public au 30 juin 2017. En parallèle, le développement de la télévision numérique (6,7 millions de clients aux offres IPTV et TV par satellite au 30 juin 2017) s'accompagne d'une augmentation de la consommation de contenus.

Services fixes Opérateurs et autres services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes Opérateurs et autres services fixes s'établit à 2 011 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une progression de 3,8 % (73 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, cette croissance s'explique notamment, entre les deux périodes, par l'augmentation des revenus liés aux ventes en gros d'accès ADSL et par la hausse des tarifs de dégroupage. Le nombre de lignes téléphoniques commercialisées auprès des autres opérateurs s'établit à 13,9 millions au 30 juin 2017, en légère décroissance de 0,5 % sur un an.

2.3.1.2 EBITDA ajusté – France

L'EBITDA ajusté de la France s'établit à 3 168 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 3,2 % en données historiques comme en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 98 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la France entre les deux périodes s'explique essentiellement :

- par le recul des charges de personnel, résultant principalement i) de la diminution du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) permise par l'accélération des plans de transformation (avec notamment une baisse des interactions en boutiques et en services clients et une croissance des actes digitaux), et ii) dans une moindre mesure, du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, de l'Offre Réservée au Personnel (ORP) Orange Ambition 2016 ;
- et par la réduction des autres achats externes, notamment les charges de sous-traitance des centres d'appels et autres consommations externes ;
- en partie compensés par l'augmentation des autres charges opérationnelles.

2.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

Le résultat d'exploitation de la France s'établit à 1 610 millions d'euros au premier semestre 2017, en augmentation de 8,8 % par rapport au premier semestre 2016 en données historiques, soit une hausse de 130 millions d'euros.

En **données historiques**, l'augmentation de 130 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre les deux périodes s'explique principalement :

- i) par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, de 160 millions d'euros de coûts de restructuration et d'intégration (voir section 2.2.2.1 *EBITDA*), et ii) par la progression de 98 millions d'euros de l'EBITDA ajusté ;
- partiellement compensés par la croissance de 134 millions d'euros de la dotation aux amortissements, en grande partie liée à la progression i) des investissements réalisés ces dernières années, et relatifs notamment au déploiement des réseaux à très haut débit (4G et FTTH), et ii) de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations et de l'amortissement relatif aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients.

2.3.1.4 CAPEX – France

Les CAPEX de la France s'établissent à 1 611 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse, par rapport au premier semestre 2016, de 1,6 % en données historiques et de 1,3 % en données à base comparable.

En **données historiques**, l'augmentation de 25 millions d'euros des CAPEX de la France entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017 s'explique i) par l'effet des variations de périmètre et autres variations pour 4 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 21 millions euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 21 millions d'euros des CAPEX de la France entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017 s'explique principalement par la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit (4G et fibre optique, voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

2.3.1.5 Informations complémentaires – France

France ⁽⁷⁾ (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	8 879	8 860	8 860	0,2 %	0,2 %
Services mobiles	3 165	3 236	3 236	(2,2)%	(2,2)%
Ventes d'équipements mobiles	303	281	281	7,7 %	7,7 %
Services fixes	5 137	5 069	5 069	1,3 %	1,3 %
Services fixes Grand Public	3 126	3 131	3 131	(0,1)%	(0,1)%
Services fixes Opérateurs et autres services fixes	2 011	1 938	1 938	3,8 %	3,8 %
Autres revenus	274	274	274	(0,1)%	(0,1)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	21 622	21 746	21 746	(0,6)%	(0,6)%
Nombre de clients avec forfaits	18 314	17 848	17 848	2,6 %	2,6 %
Nombre de clients avec offres prépayées	3 308	3 897	3 897	(15,1)%	(15,1)%
ARPU mobile (en euros) ⁽³⁾	21,6	21,7	21,7	(0,6)%	(0,6)%
Services fixes					
Services fixes Grand Public					
Nombre de lignes téléphoniques fixes Grand Public ^{(4) (6)}	15 859	16 088	16 088	(1,4)%	(1,4)%
dont Nombre de lignes téléphoniques fixes classiques (RTC)	6 745	7 613	7 613	(11,4)%	(11,4)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	11 035	10 662	10 662	3,5 %	3,5 %
dont Nombre d'accès en fibre optique (FTTH)	1 690	1 181	1 181	43,1 %	43,1 %
ARPU fixe haut débit (en euros) ⁽³⁾	33,7	33,2	33,2	1,5 %	1,5 %
Services fixes Opérateurs					
Nombre de lignes téléphoniques fixes Opérateurs ⁽⁴⁾	13 916	13 988	13 988	(0,5)%	(0,5)%
dont Nombre de lignes en dégroupage total	11 536	11 543	11 543	(0,1)%	(0,1)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(6) Ce chiffre comprend, i) les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne, ii) les lignes sans abonnement téléphonique bas débit (ADSL nu) vendues directement par Orange à ses clients Grand Public, et iii) les accès par fibre optique (FTTH), par satellite et autres.

(7) Les données tiennent compte de l'évolution de la présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises au premier trimestre 2017 (voir début de section 2.3 *Analyse par secteur opérationnel*).

2.3.2 Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 405	5 162	5 128	4,7 %	5,4 %
EBITDA ajusté	1 548	1 451	1 438	6,8 %	7,7 %
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	28,7 %	28,1 %	28,1 %		
EBITDA	1 544	1 317	1 305	17,2 %	18,3 %
Résultat d'exploitation	479	-	275	-	73,6 %
CAPEX	906	917	913	(1,2)%	(0,7)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	16,8 %	17,8 %	17,8 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	3	793	776	(99,6)%	(99,6)%
Nombre moyen d'employés	29 419	29 877	29 879	(1,5)%	(1,5)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

La zone Europe regroupe les secteurs opérationnels Espagne, Pologne, Belgique & Luxembourg et ceux d'Europe centrale.

Europe (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾ ⁽³⁾	5 405	5 162	5 128	4,7 %	5,4 %
Services mobiles	3 100	3 027	3 038	2,4 %	2,0 %
Ventes d'équipements mobiles	541	454	453	19,3 %	19,5 %
Services fixes	1 664	1 600	1 560	4,0 %	6,7 %
Autres revenus	100	81	77	23,3 %	28,1 %
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾	49 019	50 869	51 126	(3,6)%	(4,1)%
Nombre de clients avec forfaits	33 874	32 060	32 317	5,7 %	4,8 %
Nombre de clients avec offres prépayées	15 145	18 809	18 809	(19,5)%	(19,5)%
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	8 826	9 077	8 903	(2,8)%	(0,9)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	6 927	6 341	6 086	9,2 %	13,8 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*. Dont l'effet du reclassement, en Espagne et en Pologne, des offres 4G fixe (qui utilisent le réseau mobile 4G pour fournir des services fixes haut débit) des services mobiles vers les services fixes haut débit.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.1 Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 628	2 418	2 418	8,7 %	8,7 %
EBITDA ajusté	722	627	625	15,3 %	15,5 %
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	27,5 %	25,9 %	25,9 %		
EBITDA	721	493	492	46,2 %	46,5 %
Résultat d'exploitation	230	-	30	-	ns
CAPEX	538	547	547	(1,5)%	(1,5)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	20,5 %	22,6 %	22,6 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	3	48	48	(93,3)%	(93,3)%
Nombre moyen d'employés	6 545	6 343	6 345	3,2 %	3,1 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

2.3.2.1.1 Chiffre d'affaires – Espagne

Le chiffre d'affaires de l'Espagne s'établit à 2 628 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 8,7 % en données historiques comme en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 210 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre ces deux périodes s'explique principalement i) par la progression du chiffre d'affaires des services mobiles, due essentiellement au développement des offres convergentes et à l'augmentation de la base de clients mobile, ii) par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes, liée notamment à la croissance de la base de clients et au développement des offres, en particulier les offres de fibre optique et les offres de contenus, et iii) par la croissance des ventes d'équipements mobiles.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 1 336 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 5,8 % en données historiques et de 7,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données à base comparable**, la progression de 96 millions du chiffre d'affaires des Services mobiles entre les deux périodes résulte notamment de l'enrichissement continu des offres et du déploiement de la 4G qui contribuent à l'amélioration de l'ARPU mobile.

La base de clients mobile s'établit à 15,8 millions de clients au 30 juin 2017, en augmentation de 2,2 % par rapport au 30 juin 2016, en données à base comparable. Les offres avec forfaits totalisent 12,8 millions de clients au 30 juin 2017, en progression de 4,7 % sur un an, tandis que les offres prépayées (qui comptent 3,0 millions de clients au 30 juin 2017) enregistrent une baisse de 7,0 % entre les deux dates. Le nombre de clients 4G atteint 8,7 millions de clients au 30 juin 2017, augmentant ainsi de 35% sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 1 019 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 11,3 % en données historiques et de 8,5 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 80 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes s'explique par la croissance du chiffre d'affaires des services fixes haut débit de 62 millions d'euros, en progression de 8,4 % entre les deux périodes. La base de clients fixe haut débit s'établit à 4,2 millions de clients au 30 juin 2017, en augmentation de 4,4 % sur un an, en données à base comparable. Les offres convergentes représentent désormais 82,5 % de la base de clients fixe haut débit grand public au 30 juin 2017. La base de clients FTTH atteint 1,9 million au premier semestre, en augmentation significative par rapport au premier semestre 2016. Au 30 juin 2017, les offres de télévision numérique connaissent également une progression de 42 % sur un an, tirée par les offres de contenus, notamment les retransmissions des championnats de football.

2.3.2.1.2 EBITDA ajusté – Espagne

L'EBITDA ajusté de l'Espagne s'établit à 722 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 15,5 % en données historiques et de 15,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'amélioration de 97 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de l'Espagne entre les deux périodes résulte i) de l'effet positif des variations de périmètre et autres variation pour 2 millions d'euros, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 95 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 95 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de l'Espagne entre les deux périodes résulte essentiellement de la progression de 210 millions d'euros du chiffre d'affaires, en partie compensée i) par l'augmentation des charges commerciales et coûts de contenus, en raison notamment des droits relatifs au football et de l'enrichissement des offres, en lien avec la dynamique commerciale, et ii) par la hausse des achats et reversements aux opérateurs.

2.3.2.1.3 Résultat d'exploitation – Espagne

Le résultat d'exploitation de l'Espagne s'établit à 230 millions d'euros au premier semestre 2017, en augmentation de 200 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 en données historiques.

En **données historiques**, l'augmentation du résultat d'exploitation de l'Espagne entre les deux périodes s'explique principalement i) par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, de 133 millions d'euros de coûts de restructuration et d'intégration (voir section 2.2.2.1 *EBITDA*), ii) par la progression de 97 millions d'euros de l'EBITDA ajusté, iii) en partie compensés par la progression de 29 millions d'euros de la dotation aux amortissements.

2.3.2.1.4 CAPEX – Espagne

Les CAPEX de l'Espagne s'établissent à 538 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 1,5 %, soit une diminution de 9 millions d'euros en **données historiques** comme en **données à base comparable** par rapport au premier semestre 2016.

2.3.2.1.5 Informations complémentaires – Espagne

Espagne (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	2 628	2 418	2 418	8,7 %	8,7 %
Services mobiles	1 336	1 240	1 263	7,8 %	5,8 %
Ventes d'équipements mobiles	271	240	240	13,0 %	13,0 %
Services fixes	1 019	939	915	8,5 %	11,3 %
Autres revenus	2	(1)	-	-	-
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	15 837	15 492	15 667	2,2 %	1,1 %
Nombre de clients avec forfaits	12 798	12 226	12 400	4,7 %	3,2 %
Nombre de clients avec offres prépayées	3 039	3 267	3 267	(7,0)%	(7,0)%
ARPU mobile (en euros) ⁽³⁾	13,9	13,2	na	5,3 %	na
Services fixes					
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	4 180	4 003	3 829	4,4 %	9,1 %
ARPU fixe haut débit (en euros) ⁽³⁾	31,8	30,8	na	3,2 %	na

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*. Dont l'effet du reclassement des offres 4G fixe (qui utilisent le réseau mobile 4G pour fournir des services fixes haut débit) des services mobiles vers les services fixes haut débit.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.2 Pologne

Pologne (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	1 325	1 337	1 306	(0,9)%	1,4 %
EBITDA ajusté	367	396	387	(7,4)%	(5,2)%
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	<i>27,7 %</i>	<i>29,6 %</i>	<i>29,6 %</i>		
EBITDA	365	396	387	(7,8)%	(5,7)%
Résultat d'exploitation	64	-	81	-	(21,9)%
CAPEX	192	198	194	(3,3)%	(1,1)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>14,5 %</i>	<i>14,8 %</i>	<i>14,8 %</i>		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	-	736	719	na	na
Nombre moyen d'employés	15 769	16 766	16 766	(5,9)%	(5,9)%

(1) Voir section 2.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 2.2.5.2 Acquisitions de licences de télécommunication.

2.3.2.2.1 Chiffre d'affaires – Pologne

Le chiffre d'affaires de la Pologne s'établit à 1 325 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,4 % en données historiques et en baisse de 0,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'augmentation de 19 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre les deux périodes s'explique i) par l'effet positif des variations de change, soit 31 millions d'euros, compte tenu de l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro, ii) partiellement compensée par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 12 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la diminution de 12 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Pologne entre les deux périodes résulte principalement i) du recul tendanciel des services téléphoniques classiques et ii) du retrait des services mobiles, en lien avec le développement des offres mobiles *SIM-only* et des offres convergentes, iii) partiellement compensés par la forte progression des ventes d'équipements mobiles, tirées par la vente de terminaux mobiles avec paiement étalé et iv) par la croissance des autres revenus, principalement liée à l'augmentation des ventes d'équipements fixes, notamment ceux relatifs aux LTE4Fixed ainsi qu'aux technologies de l'ICT (Information and communication technologies).

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 585 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 4,7 % en données historiques et de 6,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données à base comparable**, la diminution de 40 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services mobiles s'explique principalement par la progression des offres convergentes, attractives en raison de leur remise tarifaire, par le développement des offres mobiles *SIM-only* ainsi que par l'augmentation des offres avec paiement étalé. Parallèlement, la base de clients avec offres prépayées est en recul de 36,9 % sur un an, liée aux migrations des clients vers les offres avec forfaits et à l'enregistrement de l'identité des clients devenu obligatoire depuis juillet 2016.

La base de clients mobile s'établit à 14,6 millions de clients au 30 juin 2017, en baisse de 12,4 % sur un an et celle de clients mobile avec forfait s'élève à 9,6 millions de clients à la même date, en hausse de 9,8 % sur un an.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 531 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 1,9 % en données historiques et de 4,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données à base comparable**, la diminution de 28 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète la tendance baissière du chiffre d'affaires des services fixes bas débit, en retrait de 12,8 % par rapport au premier semestre 2016, soit une diminution de 24 millions d'euros.

La base de clients fixe haut débit enregistre une augmentation de 8,6 % sur un an et totalise 2,3 millions de clients au 30 juin 2017, essentiellement liée à la croissance de la fibre et de la 4Gfixe. Les offres convergentes progressent et représentent désormais 43 % de la base de clients fixe haut débit grand public au 30 juin 2017. Par ailleurs, le nombre de clients de services de VoIP enregistre une croissance de 13,2 % sur un an, avec 728 000 clients au 30 juin 2017.

2.3.2.2.2 EBITDA ajusté – Pologne

L'EBITDA ajusté de la Pologne s'établit à 367 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 5,2 % en données historiques et de 7,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, la diminution de 20 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la Pologne entre les deux périodes intègre i) l'impact favorable des variations de change, soit 9 millions d'euros, ii) plus que compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 29 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 29 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de la Pologne entre les deux périodes résulte essentiellement i) de la progression des achats et reversements aux opérateurs, de l'augmentation des charges de personnel, et du recul du chiffre d'affaires, ii) en partie compensés par la baisse des charges commerciales.

2.3.2.2.3 Résultat d'exploitation – Pologne

Le résultat d'exploitation de la Pologne s'établit à 64 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 21,9 %, soit 17 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 en données historiques.

En **données historiques**, la diminution de 17 millions d'euros du résultat d'exploitation de la Pologne entre les deux périodes s'explique principalement par le recul de 20 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2.3.2.2.4 CAPEX – Pologne

Les CAPEX de la Pologne s'établissent à 192 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 1,1 % en données historiques et de 3,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, la diminution de 2 millions d'euros des CAPEX de la Pologne entre les deux périodes intègre i) l'impact favorable des variations de change, soit 4 millions d'euros, ii) plus que compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 6 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, les CAPEX de la Pologne sont en diminution de 6 millions d'euros entre les deux périodes.

2.3.2.2.5 Informations complémentaires – Pologne

Pologne (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	1 325	1 337	1 306	(0,9)%	1,4 %
Services mobiles	585	625	614	(6,3)%	(4,7)%
Ventes d'équipements mobiles	146	107	106	36,9 %	37,6 %
Services fixes	531	559	542	(4,9)%	(1,9)%
Autres revenus	63	46	44	33,2 %	42,4 %
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	14 555	16 614	16 696	(12,4)%	(12,8)%
Nombre de clients avec forfaits	9 573	8 716	8 798	9,8 %	8,8 %
Nombre de clients avec offres prépayées	4 983	7 898	7 898	(36,9)%	(36,9)%
ARPU mobile (en zlotys) ⁽³⁾	28,4	28,4	na	-	na
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	4 496	4 909	4 909	(8,4)%	(8,4)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	2 323	2 139	2 057	8,6 %	12,9 %
ARPU fixe haut débit (en zlotys) ⁽³⁾	58,0	60,4	na	(4,1)%	na

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*. Dont l'effet du reclassement des offres 4G fixe (qui utilisent le réseau mobile 4G pour fournir des services fixes haut débit) des services mobiles vers les services fixes haut débit.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.3 Belgique & Luxembourg

Belgique & Luxembourg (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	617	609	609	1,4 %	1,4 %
EBITDA ajusté	157	145	145	8,4 %	8,4 %
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	25,5 %	23,8 %	23,8 %		
EBITDA	156	145	145	7,4 %	7,4 %
Résultat d'exploitation	44	-	47	-	(6,5)%
CAPEX	77	62	62	24,3 %	24,3 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	12,5 %	10,2 %	10,2 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	1 610	1 626	1 626	(1,0)%	(1,0)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

2.3.2.3.1 Chiffre d'affaires – Belgique & Luxembourg

Le chiffre d'affaires de Belgique & Luxembourg s'établit à 617 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,4 % par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

Services mobiles

Le chiffre d'affaires des Services mobiles s'établit à 512 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,6 % par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 8 millions d'euros du chiffre d'affaires des services mobiles entre les deux périodes s'explique principalement par la forte croissance du trafic de données mobiles, tirée par le développement rapide de la technologie 4G et des services MVNO.

Les offres 4G comptent 1,6 million de clients au 30 juin 2017. L'ARPU mobile de la Belgique est en croissance de 2,8 % sur un an, sous l'effet de la migration des clients vers des forfaits haut de gamme en raison de l'appétence des clients pour le trafic de données.

Services fixes

Le chiffre d'affaires des Services fixes s'établit à 41 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 15 % par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 5 millions d'euros du chiffre d'affaires des Services fixes reflète le développement des nouvelles offres convergentes LOVE (mobile et Internet + TV).

La base de clients fixe haut débit a plus que doublé entre le 30 juin 2016 et le 30 juin 2017 et s'établit à 88 000 clients. Cette progression est essentiellement liée à l'augmentation du nombre de clients aux offres IPTV et TV par satellite et au développement des offres convergentes.

2.3.2.3.2 EBITDA ajusté – Belgique & Luxembourg

L'EBITDA ajusté de Belgique & Luxembourg s'établit à 157 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 8,4 % en données historiques comme en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la hausse de 12 millions d'euros de l'EBITDA ajusté de Belgique & Luxembourg entre les deux périodes s'explique principalement i) par la réduction des charges commerciales, et dans une moindre mesure, par la progression du chiffre d'affaires, ii) en partie compensées par la baisse des autres produits et charges opérationnels.

2.3.2.3.3 Résultat d'exploitation – Belgique & Luxembourg

Le résultat d'exploitation de Belgique & Luxembourg s'établit à 44 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 6,5 %, par rapport au premier semestre 2016 en données historiques, soit une baisse de 3 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 3 millions d'euros du résultat d'exploitation de Belgique & Luxembourg s'explique principalement i) par l'augmentation de 14 millions d'euros de la dotation aux amortissements, ii) en partie compensée par la progression de 12 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2.3.2.3.4 CAPEX – Belgique & Luxembourg

Les CAPEX de Belgique & Luxembourg s'établissent à 77 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 24,3 % par rapport au premier semestre 2016, en données historiques comme en données à base comparable.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, l'augmentation de 15 millions d'euros des CAPEX de Belgique & Luxembourg entre les deux périodes s'explique essentiellement par l'accélération des investissements dans les terminaux loués, les Livebox et équipements installés chez les clients, en lien avec le dynamisme des offres convergentes par câble lancées au second semestre 2016.

2.3.2.3.5 Informations complémentaires – Belgique & Luxembourg

Belgique & Luxembourg (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	617	609	609	1,4 %	1,4 %
Services mobiles	512	504	504	1,6 %	1,6 %
Ventes d'équipements mobiles	53	56	56	(5,0)%	(5,0)%
Services fixes	41	36	36	15,0 %	15,0 %
Autres revenus	11	13	13	(14,5)%	(14,5)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	3 957	3 928	3 928	0,8 %	0,8 %
Nombre de clients avec forfaits	3 299	3 132	3 132	5,3 %	5,3 %
Nombre de clients avec offres prépayées	659	796	796	(17,3)%	(17,3)%
ARPU mobile - Belgique (en euros) ⁽³⁾	24,9	24,3	24,3	2,8 %	2,8 %
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	151	166	166	(8,7)%	(8,7)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	88	37	37	139,1 %	139,1 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.2.4 Europe centrale

Europe centrale (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	843	801	798	5,2 %	5,6 %
EBITDA ajusté	302	283	281	7,0 %	7,6 %
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	35,9 %	35,3 %	35,2 %		
EBITDA	302	283	281	6,9 %	7,5 %
Résultat d'exploitation	141	-	117	-	20,6 %
CAPEX	99	110	110	(10,4)%	(10,1)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	11,7 %	13,8 %	13,8 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	-	9	9	(99,8)%	(99,8)%
Nombre moyen d'employés	5 495	5 142	5 142	6,9 %	6,9 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

2.3.2.4.1 Chiffre d'affaires – Europe centrale

Le chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale s'établit à 843 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 5,6 % en données historiques et de 5,2 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, la croissance de 45 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale entre les deux périodes résulte i) de l'effet positif des variations de change, soit 3 millions d'euros, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Europe centrale entre les deux périodes résulte principalement i) de la croissance de 37 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Roumanie, essentiellement liée aux services mobiles (hausse de la base de clients et de l'ARPU mobile) et aux ventes d'équipements mobiles, et ii) dans une moindre mesure, de la hausse de 3 millions d'euros du chiffre d'affaires de la Moldavie.

La base de clients mobile et M2M des pays d'Europe centrale s'élève à 14,7 millions de clients au 30 juin 2017, en baisse de 1,1 % sur un an, en données à base comparable. Les offres avec forfaits (qui représentent 8,2 millions de clients au 30 juin 2017) sont en croissance de 2,7 % en données à base comparable, et représentent 55,9 % de la base de clients mobile au 30 juin 2017, contre 53,8 % un an plus tôt. La base de clients prépayés est en baisse de 5,6 % sur un an, en particulier en Roumanie.

La base de clients fixe haut débit s'élève à 336 607 clients au 30 juin 2017, en augmentation de 107,2 % sur un an, en données à base comparable, soutenue par le lancement d'offres convergentes en Roumanie ainsi que la progression des offres par câble en Moldavie suite à l'acquisition de Sun Communications.

2.3.2.4.2 EBITDA ajusté – Europe centrale

L'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale s'établit à 302 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 7,6 % en données historiques et de 7,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'amélioration de 21 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale entre les deux périodes résulte i) de l'effet positif des variations de change pour 2 millions d'euros, et ii) de l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 19 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 19 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Europe centrale entre les deux périodes s'explique principalement par la progression du chiffre d'affaires, en partie compensée par la hausse des charges commerciales (principalement en Roumanie) et par la croissance des achats et reversements aux opérateurs.

2.3.2.4.3 Résultat d'exploitation – Europe centrale

Le résultat d'exploitation des pays d'Europe centrale s'établit à 141 millions d'euros au premier semestre 2017, en augmentation de 20,6 % par rapport au premier semestre 2016 en données historiques, soit une hausse de 24 millions d'euros.

En **données historiques**, l'augmentation de 24 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Europe centrale entre les deux périodes s'explique principalement par la progression de 21 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2.3.2.4.4 CAPEX – Europe centrale

Les CAPEX des pays d'Europe centrale s'établissent à 99 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 10,1 % en données historiques et de 10,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 11 millions d'euros des CAPEX des pays d'Europe centrale entre les deux périodes résulte principalement du contre-effet, au premier semestre 2016, de la mise en œuvre du partage de réseau et du renouvellement du réseau urbain en Roumanie.

2.3.2.4.5 Informations complémentaires – Europe centrale

Europe centrale (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	843	801	798	5,2 %	5,6 %
Services mobiles	673	662	658	1,8 %	2,2 %
Ventes d'équipements mobiles	71	52	51	38,5 %	39,4 %
Services fixes	74	67	67	10,1 %	10,2 %
Autres revenus	25	20	22	15,0 %	15,1 %
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	14 670	14 835	14 835	(1,1)%	(1,1)%
Nombre de clients avec forfaits	8 205	7 987	7 987	2,7 %	2,7 %
Nombre de clients avec offres prépayées	6 465	6 848	6 848	(5,6)%	(5,6)%
Services fixes					
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	337	162	162	107,2 %	107,2 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.3 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 491	2 449	2 516	1,7 %	(1,0)%
EBITDA ajusté	764	757	828	0,9 %	(7,7)%
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	30,7 %	30,9 %	32,9 %		
EBITDA	756	756	843	0,1 %	(10,2)%
Résultat d'exploitation	329	-	147	-	124,6 %
CAPEX	428	367	359	16,5 %	19,3 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	17,2 %	15,0 %	14,3 %		
Licences de télécommunication ⁽²⁾	86	202	200	(57,2)%	(56,8)%
Nombre moyen d'employés	15 156	15 943	14 874	(4,9)%	1,9 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*.

L'Afrique et le Moyen-Orient continuent d'être marqués par une instabilité politique ou économique et parfois par une pression fiscale ou réglementaire qui peuvent affecter l'activité et les résultats de ses filiales et participations, et pourraient continuer de les affecter dans le futur. Dans certains cas, ces situations peuvent contribuer à la décision du Groupe de comptabiliser des dépréciations d'actifs (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés). Pour plus d'informations concernant les facteurs de risques, voir la section 2.4 *Facteurs de risque* du Document de référence 2016.

2.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

Le chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 2 491 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 1,0 % en données historiques et en hausse de 1,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, le recul de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique :

- par l'impact négatif des variations de change pour 284 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro ;
- en partie compensé i) par l'effet positif des variations de périmètre et autres variations qui représente 217 millions d'euros correspondant à l'impact de l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, Oasis (Tigo) en République Démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunication au Libéria), et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes, résulte principalement de la croissance de 38 millions d'euros du chiffre d'affaires du sous-groupe Sonatel (tirée essentiellement par le Mali et la Guinée), et de la hausse de 28 millions d'euros du chiffre d'affaires du sous-groupe Côte d'Ivoire (portée par le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire), liées en grande partie à la voix sortante, à Orange Money et aux services de données. Cette évolution est partiellement compensée par le recul de 22 millions d'euros du chiffre d'affaires de la République Démocratique du Congo, compte tenu notamment de la détérioration de l'environnement économique du pays.

La base de clients mobile des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'élève à 127,2 millions de clients au 30 juin 2017, en hausse de 5,7 % par rapport au premier semestre 2016, en données à base comparable. Elle est marquée depuis le 30 juin 2016 par l'exigence renforcée de vérification de l'identité des clients des offres prépayées mise en place dans plusieurs pays.

2.3.3.2 EBITDA ajusté – Afrique & Moyen-Orient

L'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 764 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 7,7 % en données historiques et en hausse de 0,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, le recul de 64 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique :

- par l'effet négatif des variations de change pour 104 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne par rapport à l'euro ;
- partiellement compensé i) par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 33 millions d'euros et correspond à l'effet de l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, Oasis (Tigo) en République Démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunication au Libéria), et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 7 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 7 millions d'euros de l'EBITDA ajusté des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes résulte essentiellement :

- de la croissance du chiffre d'affaires, du recul des achats et versements aux opérateurs, et de la baisse des charges de personnel ;
- partiellement compensés par la progression des charges commerciales (liée essentiellement à la croissance de l'activité d'Orange Money), par l'augmentation des impôts et taxes d'exploitation (en raison notamment du contre-effet du règlement favorable d'un litige au premier semestre 2016), et par la progression des autres charges de réseau et charges informatiques (en lien notamment avec l'extension et la densification du réseau mobile).

2.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

Le résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établit à 329 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 182 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 en données historiques.

En **données historiques**, l'augmentation de 182 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique principalement :

- par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, d'une perte de valeur de 176 millions d'euros relative à l'Egypte (dont 80 millions d'euros au titre des écarts d'acquisition et 96 millions d'euros au titre des immobilisations), qui reflétait les effets sur les flux de trésorerie attendus de l'attribution en cours de la nouvelle licence 4G et de ses nouvelles conditions financières (voir note 5 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- par la diminution de 92 millions d'euros de la dotation aux amortissements, principalement en raison de l'effet positif de la dévaluation de la livre égyptienne par rapport à l'euro fin 2016 ;
- en partie compensés par la baisse de 64 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2.3.3.4 CAPEX – Afrique & Moyen-Orient

Les CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient s'établissent à 428 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 19,3 % en données historiques et de 16,5 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'augmentation de 69 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes, s'explique :

- par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 26 millions d'euros et correspond essentiellement à l'effet de l'acquisition d'entités en Afrique en 2016 (Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, Oasis (Tigo) en République Démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunication au Libéria), en partie compensé par l'effet négatif des variations de change pour 18 millions d'euros
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une augmentation de 61 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, la progression de 61 millions d'euros des CAPEX des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes résulte essentiellement de la progression des investissements dans les réseaux à très haut débit mobile (4G), avec 11 pays couverts en 4G fin juin 2017 (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

2.3.3.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ^{(2) (3)}	2 491	2 449	2 516	1,7 %	(1,0)%
Services mobiles	2 089	2 017	2 055	3,6 %	1,6 %
Ventes d'équipements mobiles	36	33	39	8,9 %	(7,3)%
Services fixes	331	370	380	(10,4)%	(12,8)%
Autres revenus	35	29	42	17,7 %	(16,1)%
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(4) (5)}	127 240	120 384	108 469	5,7 %	17,3 %
Nombre de clients avec forfaits	10 215	9 598	9 594	6,4 %	6,5 %
Nombre de clients avec offres prépayées	117 025	110 785	98 876	5,6 %	18,4 %
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes ⁽⁴⁾	1 110	1 118	1 118	(0,7)%	(0,7)%
Nombre de clients des services fixes haut débit ⁽⁴⁾	911	882	882	3,3 %	3,3 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

2.3.4 Entreprises

La présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises a évolué au premier trimestre 2017 pour mieux refléter la gestion du marché Entreprises en France (voir début de section 2.3 *Analyse par secteur opérationnel*).

Entreprises ⁽²⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 615	3 675	3 666	(1,6)%	(1,4)%
EBITDA ajusté	629	661	660	(4,9)%	(4,7)%
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	<i>17,4 %</i>	<i>18,0 %</i>	<i>18,0 %</i>		
EBITDA	612	634	689	(3,4)%	(11,1)%
Résultat d'exploitation	431	-	503	-	(14,3)%
CAPEX	179	169	168	5,7 %	6,2 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>4,9 %</i>	<i>4,6 %</i>	<i>4,6 %</i>		
Nombre moyen d'employés	20 582	19 949	20 299	3,2 %	1,4 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Les données tiennent compte de l'évolution de la présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises au premier trimestre 2017 (voir début de section 2.3 *Analyse par secteur opérationnel*).

2.3.4.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

Le chiffre d'affaires d'Entreprises s'établit à 3 615 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 1,4 % en données historiques et de 1,6 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, le recul de 51 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre les deux périodes s'explique i) par l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 23 millions d'euros et comprend principalement la cession de Fime le 31 mai 2016 pour 19 millions d'euros, ii) compensé par l'effet positif des variations de

change, soit 32 millions d'euros, ainsi que iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la baisse de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre les deux périodes marque i) un recul de 43 millions d'euros des services de données, ii) une baisse de 39 millions d'euros du chiffre d'affaires des services de voix, et iii) dans une moindre mesure un recul des services mobiles, iv) partiellement compensés par l'amélioration du chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information.

Services de voix

Le chiffre d'affaires des Services de voix (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 728 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 4,5 % en données historiques et de 5,1 % en données à base comparables par rapport au premier semestre 2016.

En **données à base comparable**, cette diminution reflète la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique ainsi que celle liée aux *call centers* et à la conférence audio, tandis que la voix sur IP continue de croître.

Services de données

Le chiffre d'affaires des Services de données (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 1 374 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 2,0 % en données historiques et 3,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données à base comparable**, la diminution de 43 millions d'euros résulte pour une large part de la télédiffusion des services de capacités satellitaires s'ajoutant à la décroissance naturelle des services historiques.

Services d'intégration et des technologies de l'information

Le chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 1 028 millions d'euros au premier semestre 2017, en progression de 1,7 % en données historiques et de 3,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données à base comparable**, cette augmentation est tirée essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires des services de sécurité (en progression de 21 %) et du cloud (en progression de 17%).

Services et équipements mobiles

Le chiffre d'affaires des Services et équipements mobiles (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) s'établit à 485 millions d'euros au premier semestre, en baisse de 1,2 % en données historiques et de 1,5 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016. En **données à base comparable**, cette diminution de 8 millions d'euros reflète la baisse des revenus de l'itinérance liée à l'évolution moins favorable du mix entre l'Europe et les autres destinations internationales.

2.3.4.2 EBITDA ajusté – Entreprises

L'EBITDA ajusté d'Entreprises s'établit à 629 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 4,7 % en données historiques et de 4,9 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, la diminution de 31 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Entreprises entre les deux périodes intègre l'effet positif des variations de change, soit 5 millions d'euros, en partie compensé i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représentent 4 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 32 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 32 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Entreprises entre les deux périodes s'explique essentiellement i) par la baisse de 60 millions d'euros du chiffre d'affaires et par l'augmentation des charges commerciales, ii) partiellement compensées par la diminution des achats et reversements aux opérateurs, en lien avec la baisse de l'activité.

2.3.4.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

Le résultat d'exploitation d'Entreprises s'établit à 431 millions au premier semestre 2017, en diminution de 14,3 % par rapport au premier semestre 2016 en données historiques, soit une baisse de 72 millions d'euros.

En **données historiques**, la diminution de 72 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre les deux périodes s'explique principalement i) par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, de 56 millions d'euros au titre de la revue du portefeuille de titres et d'activités, comprenant principalement la cession de Fime pour 49 millions d'euros, et ii) par la baisse de 31 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2.3.4.4 CAPEX – Entreprises

Les CAPEX d'Entreprises s'établissent à 179 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une hausse de 6,2 % en données historiques et de 5,7 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, l'augmentation de 11 millions d'euros des CAPEX d'Entreprises entre les deux périodes s'explique i) par l'effet positif des variations de change, soit 2 millions d'euros, en partie compensé par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 1 million d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 10 millions d'euros des CAPEX.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 10 millions d'euros des CAPEX d'Entreprises entre les deux périodes s'explique notamment par le développement de nouveaux services dans le domaine de l'informatique.

2.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises

Entreprises ⁽⁷⁾ (au 30 juin)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	3 615	3 675	3 666	(1,6)%	(1,4)%
Services de voix	728	767	762	(5,1)%	(4,5)%
Services de données	1 374	1 417	1 402	(3,0)%	(2,0)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 028	998	1 011	3,0 %	1,7 %
Services et équipements mobiles	485	493	491	(1,5)%	(1,2)%
Services mobiles	433	446	444	(2,8)%	(2,5)%
Ventes d'équipements mobiles	52	47	47	10,8 %	10,8 %
Services mobiles					
Nombre de clients des services mobiles ^{(3) (4)}	9 528	7 221	7 221	31,9 %	31,9 %
Services fixes					
Nombre de lignes téléphoniques fixes Entreprises en France ^{(3) (5)}	2 651	2 873	2 873	(7,7)%	(7,7)%
Nombre d'accès IP-VPN dans le monde ^{(3) (6)}	353	349	349	1,1 %	1,1 %
dont Nombre d'accès IP-VPN en France ^{(3) (6)}	296	294	294	0,9 %	0,9 %

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) En millions d'euros. Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Clients avec forfaits. Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO)

(5) Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(6) Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

(7) Les données tiennent compte de l'évolution de la présentation des secteurs opérationnels France et Entreprises au premier trimestre 2017 (voir début de section 2.3 *Analyse par secteur opérationnel*).

2.3.5 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	819	903	904	(9,3)%	(9,4)%
EBITDA ajusté	(104)	(74)	(83)	(43,0)%	(25,0)%
<i>EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires</i>	<i>(12,8)%</i>	<i>(8,1)%</i>	<i>(9,3)%</i>		
EBITDA	(222)	(81)	(97)	(173,3)%	(129,9)%
Résultat d'exploitation	(387)	-	(264)	-	(46,0)%
CAPEX	127	138	141	(7,0)%	(10,2)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>15,6 %</i>	<i>15,2 %</i>	<i>15,7 %</i>		
Nombre moyen d'employés	12 470	12 724	12 832	(2,0)%	(2,8)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

2.3.5.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Le chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établit à 819 millions d'euros au premier semestre 2017 (dont 547 millions d'euros réalisés hors du Groupe), en baisse de 9,4 % en données historiques et de 9,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, la diminution de 85 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 1 million d'euros, ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 84 millions d'euros du chiffre d'affaires.

En **données à base comparable**, la baisse de 84 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique essentiellement par la décroissance de 72 millions d'euros de l'activité d'Opérateurs internationaux (hors Orange Marine).

2.3.5.2 EBITDA ajusté – Opérateurs internationaux & Services partagés

L'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat négatif de 104 millions d'euros au premier semestre 2017, en dégradation de 21 millions d'euros en données historiques et de 30 millions d'euros en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, la diminution de 21 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes intègre i) l'effet positif des variations de change pour 9 millions d'euros, ii) plus que compensé par l'impact défavorable de l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 30 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

En **données à base comparable**, la diminution de 30 millions d'euros de l'EBITDA ajusté d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes, s'explique principalement :

- par le retrait de 84 millions d'euros du chiffre d'affaires, et dans une moindre mesure, par le recul du résultat de cession d'immobilisations ;
- en partie compensés par la baisse des achats et reversements aux opérateurs (en lien avec le recul de l'activité relative aux opérateurs internationaux) et par de moindres dépenses de développement de la marque Orange sur le premier semestre 2017, par rapport au premier semestre 2016 (coûts de changement de marque en Egypte et en Belgique et de sponsoring du Championnat d'Europe de football 2016 en France).

2.3.5.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

Le résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés est un résultat négatif de 387 millions d'euros au premier semestre 2017, en diminution de 123 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 en données historiques.

En **données historiques**, la dégradation de 123 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique principalement i) par la hausse de 105 millions d'euros de la charge nette sur principaux litiges (avec une charge de 65 millions d'euros au premier semestre 2017, contre un produit de 40 millions d'euros au premier semestre 2016), et ii) par le recul de 21 millions d'euros de l'EBITDA ajusté.

2.3.5.4 CAPEX – Opérateurs internationaux & Services partagés

Les CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés s'établissent à 127 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 10,2 % en données historiques et de 7,0 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2016.

En **données historiques**, la diminution de 14 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes, s'explique i) par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations qui représente 3 millions d'euros, et ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 11 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la diminution de 11 millions d'euros des CAPEX d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique principalement le recul des investissements dans le domaine de l'immobilier, notamment avec l'achèvement en 2016 d'Orange Gardens en France (site dédié à la recherche et à l'innovation).

2.3.5.5 Informations complémentaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données à base comparable ⁽¹⁾	2016 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	819	903	904	(9,3)%	(9,4)%
Opérateurs internationaux	686	758	757	(9,5)%	(9,4)%
Services partagés	133	145	147	(8,1)%	(9,3)%

(1) Voir section 2.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Détail du chiffre d'affaires en données contributives (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*).

2.3.6 Orange Bank

En octobre 2016, Orange a acquis 65 % de Groupama Banque, devenue Orange Bank début 2017.

2.3.6.1 Activité opérationnelle

L'offre d'Orange Bank sera disponible en France au second semestre 2017 (voir section 2.1.3 *Faits marquants*).

Les informations sectorielles d'Orange Bank (passage du chiffre d'affaires au résultat d'exploitation, investissements corporels et incorporels) sont présentées dans les notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au premier semestre 2017, l'EBITDA ajusté et l'EBITDA d'Orange Bank représentent une perte de 27 millions d'euros. Ce montant comprend principalement le produit net bancaire (PNB, présenté au sein des autres produits opérationnels) pour 38 millions d'euros, les achats externes pour 31 millions d'euros, les charges de personnel pour 30 millions d'euros et le coût du risque de crédit bancaire (présenté en autres charges opérationnelles) pour 3 millions d'euros. Au premier semestre 2017, le résultat d'exploitation d'Orange Bank est un résultat négatif de 28 millions d'euros.

Au premier semestre 2017, les CAPEX d'Orange Bank s'élèvent à 25 millions d'euros, principalement dans le domaine de l'informatique, en amont du lancement commercial de l'offre d'Orange Bank au second semestre 2017.

2.3.6.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie

Les informations sectorielles d'Orange Bank (actifs, passifs et flux de trésorerie) sont présentées dans les notes 1.4, 1.5 et 1.6 de l'annexe aux comptes consolidés, et les activités d'Orange Bank (éléments d'actifs et passifs financiers) sont décrites dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux activités d'Orange Bank, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du Document de référence 2016.

2.4 TRESORERIE ET ENDETTEMENT FINANCIER DES ACTIVITES TELECOMS

Suite à l'acquisition de Groupama Banque (devenue Orange Bank début 2017), le Groupe distingue dorénavant les activités télécoms et les activités d'Orange Bank (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles d'Orange Bank, les analyses et commentaires financiers sont scindés pour refléter ces deux périmètres d'activité. Ainsi, la section 2.4 *Trésorerie et endettement financier des activités télécoms* traite des activités télécoms, et la section 2.3.6 *Orange Bank* est dédiée aux activités d'Orange Bank.

2.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms

Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms ⁽¹⁾
(au 30 juin, en millions d'euros)

	2017	2016 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 487	3 856
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(3 179)	(721)
<i>Dont Acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</i> ⁽²⁾	(3 531)	(4 323)
<i>Dont Produit de cession des titres EE (part en numéraire)</i> ⁽³⁾	-	4 493
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 095)	(1 795)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	213	1 340
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	6 267	4 469
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	213	1 340
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(43)	8
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 437	5 817

(1) Voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés* et note 1.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Nets de la variation des dettes fournisseurs d'immobilisations.

(3) Montant encaissé net des coûts liés à la transaction.

Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms est en augmentation de 631 millions d'euros, et s'explique principalement par la variation des autres éléments d'actif et de passif pour 395 millions d'euros, qui résulte en grande partie du contre-effet du décaissement, au premier semestre 2016, de l'amende de 350 millions d'euros de l'Autorité de la concurrence en France pour mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles sur le marché de la clientèle Entreprises (voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés*).

Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, l'augmentation de 2 458 millions d'euros du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement des activités télécoms s'explique principalement par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2016, de la part en numéraire du produit de cession des titres EE pour 4 493 millions d'euros (montant encaissé net des coûts liés à la transaction), en partie compensé :

- par le contre-effet, au premier semestre 2016, des acquisitions de titres de participations (nettes de la trésorerie acquise) réalisées en Afrique pour 792 millions d'euros (Airtel au Burkina Faso, Oasis (Tigo) en République Démocratique du Congo, et Cellcom Telecommunications au Libéria) ;
- par la diminution de 792 millions d'euros des acquisitions et produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations), relative essentiellement au contre-effet de l'acquisition de nouvelles licences de télécommunication au premier semestre 2016 (principalement les licences 4G en Pologne, voir section 2.2.5.2 *Acquisitions de licences de télécommunication*) ;
- et par le produit de cession des titres BT cédés au premier semestre 2017 pour 433 millions d'euros nets de frais (voir section 2.1.3 *Faits marquants* et note 7.8 de l'annexe aux comptes consolidés).

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017, la diminution de 700 millions d'euros du flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités télécoms résulte principalement :

- de l'augmentation de 1 497 millions d'euros des émissions d'emprunts non courants (voir note 7.5 de l'annexe aux comptes consolidés ;
- et de l'évolution de la variation nette des dépôts de *cash collatéral*, (avec une diminution de 441 millions d'euros au premier semestre 2017 contre une baisse de 759 millions d'euros au premier semestre 2016) traduisant, sur le premier semestre 2017, la dégradation de la juste valeur des dérivés, principalement en couverture des emprunts obligataires en devises du Groupe ;
- en partie compensées par la progression de 1 010 millions d'euros des remboursements d'emprunts non courants.

Au titre des investissements financiers (voir section 2.6.4 *Glossaire financier*) des activités télécoms, les variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales représentent un montant positif de 4 millions d'euros au premier semestre 2017 (contre un montant négatif de 10 millions d'euros au premier semestre 2016).

2.4.2 Endettement financier des activités télécoms

L'endettement financier net et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms sont des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces agrégats et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir les sections 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et section 2.6.4 *Glossaire financier*. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.4.3 *Risques financiers* du Document de référence 2016.

	30 juin 2017	31 déc. 2016 données historiques
Endettement financier net ^{(1) (2)}	24 555	24 444
Ratio d'Endettement financier net / EBITDA ajusté des activités télécoms ⁽¹⁾	1,92	1,93

(1) Voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*.

(2) En millions d'euros.

Entre le 31 décembre 2016 et le 30 juin 2017, l'endettement financier net (voir note 7.4 de l'annexe aux comptes consolidés) est globalement stable, avec une augmentation limitée de 111 millions d'euros.

Evolution de l'endettement financier net

(en millions d'euros)

Endettement financier net au 31 décembre 2016	24 444
EBITDA ajusté des activités télécoms	(6 005)
CAPEX des activités télécoms	3 251
Licences de télécommunication décaissées	161
Variation des fournisseurs de CAPEX	218
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	299
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net (nets des dividendes encaissés)	732
Impôt sur les sociétés décaissé	391
Autres éléments opérationnels	(4)
Produit de cession des titres BT ⁽²⁾	(433)
Acquisitions et autres produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée) et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales	25
Coupons sur titres subordonnés ⁽³⁾	179
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽⁴⁾	1 064
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	203
Autres éléments financiers	30
Endettement financier net au 30 juin 2017	24 555

(1) Voir section 2.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Nets de frais. Voir section 2.1.3 *Faits marquants*.

(3) Voir note 9.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

(4) Solde du dividende de 0,40 euro par action au titre de l'exercice 2016 (voir note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2017, les disponibilités et quasi-disponibilités des activités télécoms s'élèvent à 6 437 millions d'euros. L'évolution des actifs, passifs et résultat financiers hors activités d'Orange Bank est décrite dans la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.5 AGREGATS FINANCIERS NON DEFINIS PAR LES NORMES IFRS

Dans le présent document, outre les agrégats financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des agrégats financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les agrégats financiers tels que définis par les normes IFRS.

2.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat consolidé de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2016 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2016 / Groupe (au 30 juin 2016, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDA ajusté	EBITDA	CAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques	20 079	5 913	5 592	3 167	141 417
Variations de change ⁽¹⁾	(218)	(78)	(77)	(11)	-
Livre égyptienne (EGP)	(297)	(94)	(93)	(20)	-
Zloty polonais (PLN)	30	8	8	5	-
Dollar américain (USD)	29	8	8	2	-
Autres	20	-	-	2	-
Variations de périmètre et autres variations	193	13	(54)	25	1 156
Acquisition d'Airtel au Burkina Faso	94	26	26	14	261
Acquisition d'Oasis (Tigo) au Congo (RDC)	65	(12)	(12)	3	155
Acquisition d'Airtel en Sierra Leone	29	8	8	5	311
Acquisition de Cellcom Telecommunications au Libéria	29	11	11	6	342
Cession de Fime	(19)	(3)	(52)	(1)	(332)
Acquisition de Groupama Banque (devenue Orange Bank)	-	(17)	(17)	-	547
Autres	(5)	-	(18)	(2)	(128)
Données à base comparable	20 054	5 848	5 461	3 181	142 573

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2016 et les taux de change moyens du premier semestre 2017.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2016 intègrent essentiellement :

- les variations de périmètre, avec principalement :
 - l'acquisition d'Oasis (Tigo) en République Démocratique du Congo (Afrique & Moyen-Orient) le 20 avril 2016, prenant effet le 1^{er} janvier 2016 dans les données à base comparable,
 - l'acquisition d'Airtel au Burkina Faso (Afrique & Moyen-Orient) le 22 juin 2016, prenant effet le 1^{er} janvier 2016 dans les données à base comparable,
 - l'acquisition de Cellcom Telecommunications au Libéria (Afrique & Moyen-Orient) le 5 avril 2016, prenant effet le 1^{er} janvier 2016 dans les données à base comparable,
 - l'acquisition d'Airtel en Sierra Leone (Afrique & Moyen-Orient) le 19 juillet 2016, prenant effet le 1^{er} janvier 2016 dans les données à base comparable,
 - la cession de Fime (Entreprises) le 31 mai 2016, prenant effet le 1^{er} janvier 2016 dans les données à base comparable,
 - et l'acquisition de Groupama Banque (devenue Orange Bank) le 4 octobre 2016, prenant effet le 1^{er} janvier 2016 dans les données à base comparable ;

- et les variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2016 et les taux de change moyens du premier semestre 2017.

Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2016 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2016 / Secteurs
(au 30 juin 2016, en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires	EBITDA ajusté	EBITDA	CAPEX	Nombre moyen d'employés
France					
Données historiques	8 860	3 070	2 852	1 586	63 533
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	4	-
Données à base comparable	8 860	3 070	2 852	1 590	63 533
Espagne					
Données historiques	2 418	625	492	547	6 345
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	2	1	-	(2)
Données à base comparable	2 418	627	493	547	6 343
Pologne					
Données historiques	1 306	387	387	194	16 766
Variations de change ⁽¹⁾	31	9	9	4	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	1 337	396	396	198	16 766
Belgique & Luxembourg					
Données historiques	609	145	145	62	1 626
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	609	145	145	62	1 626
Europe centrale					
Données historiques	798	281	281	110	5 142
Variations de change ⁽¹⁾	3	2	2	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	801	283	283	110	5 142
Afrique & Moyen-Orient					
Données historiques	2 516	828	843	359	14 874
Variations de change ⁽¹⁾	(284)	(104)	(103)	(18)	-
Variations de périmètre et autres variations	217	33	16	26	1 069
Acquisition d'Airtel au Burkina Faso	94	26	26	14	261
Acquisition d'Oasis (Tigo) au Congo (RDC)	65	(12)	(12)	3	155
Acquisition d'Airtel en Sierra Leone	29	8	8	5	311
Acquisition de Cellcom Telecommunications au Libéria	29	11	11	6	342
Autres variations ⁽²⁾	-	-	(17)	(2)	-
Données à base comparable	2 449	757	756	367	15 943
Entreprises					
Données historiques	3 666	660	689	168	20 299
Variations de change ⁽¹⁾	32	5	5	2	-
Variations de périmètre et autres variations	(23)	(4)	(60)	(1)	(350)
Cession de Fime	(19)	(3)	(52)	(1)	(332)
Autres variations ⁽²⁾	(4)	(1)	(8)	-	(18)
Données à base comparable	3 675	661	634	169	19 949
Opérateurs internationaux & Services partagés					
Données historiques	904	(83)	(97)	141	12 832
Variations de change ⁽¹⁾	-	9	9	-	-
Variations de périmètre et autres variations	(1)	-	7	(3)	(108)
Données à base comparable	903	(74)	(81)	138	12 724
Orange Bank					
Données historiques	-	-	-	-	-
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations	-	(17)	(17)	-	547
Acquisition de Groupama Banque (devenue Orange Bank)	-	(17)	(17)	-	547
Autres variations ⁽²⁾	-	-	-	-	-
Données à base comparable	-	(17)	(17)	-	547

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2016 et les taux de change moyens du premier semestre 2017.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs opérationnels sans incidence au niveau du Groupe.

2.5.2 EBITDA ajusté et EBITDA

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA sont des indicateurs de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence.

L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille de titres et d'activités, des coûts de restructuration et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques qui sont systématiquement précisés (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDA ajusté, l'EBITDA et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2017					2016
	Données ajustées	Ajustements de présentation	Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présentation	données historiques Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	20 276	-	20 276	20 079	-	20 079
Achats externes	(8 967)	-	(8 967)	(8 818)	-	(8 818)
Autres produits opérationnels	353	15	368	362	8	370
Autres charges opérationnelles	(269)	(80)	(349)	(173)	(61)	(234)
Charges de personnel	(4 171)	(58)	(4 229)	(4 319)	(85)	(4 404)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 244)	5	(1 239)	(1 218)	90	(1 128)
Résultat de cession de titres et d'activités	-	(6)	(6)	-	67	67
Coûts de restructuration et d'intégration	-	(76)	(76)	-	(340)	(340)
EBITDA ajusté	5 978	(200)	-	5 913	(321)	-
Principaux litiges	(60)	60	-	40	(40)	-
Charges spécifiques de personnel	(58)	58	-	(80)	80	-
Revue du portefeuille de titres et d'activités	(6)	6	-	67	(67)	-
Coûts de restructuration et d'intégration	(76)	76	-	(340)	340	-
Autres éléments spécifiques ⁽¹⁾	-	-	-	(8)	8	-
EBITDA	5 778	-	5 778	5 592	-	5 592
Dotation aux amortissements	-	-	(3 351)	-	-	(3 279)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	(80)
Perte de valeur des immobilisations	-	-	4	-	-	(92)
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	3	-	-	-
Résultat d'exploitation	-	-	2 434	-	-	2 141
Résultat financier	-	-	(1 028)	-	-	(830)
Impôt sur les sociétés	-	-	(576)	-	-	(237)
Résultat net des activités poursuivies	-	-	830	-	-	1 074
Résultat net des activités cédées	-	-	-	-	-	2 249
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	-	830	-	-	3 323
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	-	-	682	-	-	3 168
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	148	-	-	155

(1) Au premier semestre 2016, frais de transaction relatifs aux négociations non abouties avec Bouygues Telecom.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de ces agrégats est pertinente puisqu'elle fournit aux investisseurs les agrégats de pilotage utilisés en interne. L'EBITDA ajusté et l'EBITDA, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDA ajusté et l'EBITDA ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou au flux de trésorerie généré par l'activité.

2.5.3 CAPEX

Les dirigeants d'Orange utilisent les CAPEX pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (dénommés "CAPEX") correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors licences de télécommunication et hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* (les investissements financés par location-financement sont sans effet sur les flux de trésorerie lors

de leur acquisition). Le calcul suivant montre le passage des CAPEX i) aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés*, et ii) aux investissements corporels et incorporels tels que présentés dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2017	2016 données historiques
CAPEX	(3 276)	(3 167)
Licences de télécommunication	(100)	(976)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽¹⁾	(3 376)	(4 143)
Investissements financés par location-financement	(15)	(45)
Investissements corporels et incorporels	(3 391)	(4 188)

(1) Hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations.

Les CAPEX excluent les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels) et les investissements financés par location-financement (sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition). Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de cet agrégat est pertinente puisqu'elle fournit aux investisseurs l'agrégat de pilotage utilisé en interne.

Les CAPEX ne constituent pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

2.5.4 Endettement financier net

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), diminués (b) des dépôts versés de cash collatéral, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en capitaux propres. En conséquence, les "éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie" sont ajoutés à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 7.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs du Groupe.

2.5.5 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 2.5.4 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms (voir section 2.5.2 *EBITDA ajusté et EBITDA*) calculé sur les 12 mois précédents. Comme l'endettement financier net (tel que défini et utilisé par Orange) ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent, l'endettement financier net est rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms. Par ailleurs, lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDA ajusté des activités télécoms est retraité afin de prendre en compte l'EBITDA ajusté des entités concernées sur les 12 mois précédents.

(en millions d'euros)		30 juin 2017	31 déc. 2016 données historiques
Endettement financier net	(a)	24 555	24 444
EBITDA ajusté des activités télécoms ⁽¹⁾	(b)	12 786	12 694
Ratio d'Endettement financier net / EBITDA ajusté des activités télécoms ⁽¹⁾	(a/b)	1,92	1,93

(1) EBITDA ajusté calculé sur les 12 mois précédents en données historiques.

2.6 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

2.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2017 affectant les litiges et engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.6.2 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2017, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiées au 31 décembre 2016 (voir note 11 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.6.3 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2017 sont décrits dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.6.4 Glossaire financier

Achats et reversements aux opérateurs : voir Achats externes.

Achats externes : les achats externes comprennent :

- les **Charges commerciales et coûts de contenus** : achats de terminaux et autres produits vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPU mobile : le chiffre d'affaires moyen par client (*Average Revenues Per User, ARPU*) mobile de la période est calculé en divisant i) le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée et de l'itinérance (*roaming*) internationale, généré sur la période considérée, par ii) la moyenne pondérée du nombre de clients (hors clients *machine-to-machine – M2M*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU mobile est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client.

ARPU fixe haut débit : le chiffre d'affaires moyen par accès haut débit (xDSL, FTTH, 4G fixe, Câble, Satellite et Wimax) grand public de la période est calculé en divisant le chiffre d'affaires des services haut débit grand public généré sur la période considérée par la moyenne pondérée du nombre d'accès sur la même période. La moyenne pondérée du nombre d'accès est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre d'accès en début et en fin de mois. L'ARPU fixe haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par accès.

Autres achats externes : voir Achats externes.

Autres charges de réseau et charges informatiques : voir Achats externes.

Autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres produits et charges opérationnels : les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : principalement les produits du service universel, les intérêts de retard sur créances clients, les redevances de marque et rémunérations de gestion facturées à certaines entités non consolidés, les crédits d'impôts et subventions, le résultat de cession des immobilisations, les produits sur créances clients dépréciées, les produits sur dommages aux lignes, les pénalités et remboursements des clients, et le Produit Net Bancaire (PNB) d'Orange Bank (solde net des produits et charges d'exploitation bancaire établi conformément aux pratiques de présentation comptable habituellement utilisées en France dans le secteur bancaire) ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : principalement les charges du service universel, les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, les litiges, et le coût du risque de crédit bancaire d'Orange Bank.

Autres revenus : voir Chiffre d'affaires.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location-financement (voir note 1.3 de l'annexe aux des comptes consolidés). Les CAPEX ne constituent pas un agrégat

financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Charges commerciales et coûts de contenus : voir Achats externes.

Charges de personnel : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés) regroupe par lignes de produit :

- hors secteurs opérationnels Entreprises et Opérateurs internationaux & Services partagés :
 - les **Services mobiles** : le chiffre d'affaires des services mobiles comprend le chiffre d'affaires des appels entrants et sortants (voix, SMS et données), des frais d'accès au réseau, des services à valeur ajoutée, du *machine-to-machine (M2M)*, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux (itinérance nationale et internationale), le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO) et le chiffre d'affaires du partage de réseaux,
 - les **Ventes d'équipements mobiles** : ventes d'équipements mobiles subventionnés et non subventionnés, hors ventes d'accessoires,
 - les **Services fixes** : le chiffre d'affaires des services fixes comprend le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe classique, des services fixes haut débit, des solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception de la France, pour lequel l'essentiel des solutions et réseaux d'entreprises est porté par le secteur opérationnel Entreprises) et le chiffre d'affaires des services aux opérateurs (notamment l'interconnexion nationale et internationale, le dégroupage et la vente en gros de lignes téléphoniques),
 - et les **Autres revenus** : ventes et locations d'équipements fixes, ventes d'accessoires mobiles et divers autres revenus ;
- pour le secteur opérationnel Entreprises :
 - les **Services de voix** : ils comprennent les offres de voix historiques (accès RTC), les produits de Voix sur IP (VoIP), les services d'audioconférence ainsi que le trafic entrant pour centres d'appels,
 - les **Services de données** : ils comprennent les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continuent à offrir (Frame Relay, Transrel, liaisons louées, bas débit), et ceux ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique. Les services de données incluent également la télédiffusion et les offres de nomadisme Business Everywhere,
 - les **Services d'intégration et des technologies de l'information** : ils incluent les services de communication et de collaboration unifiés (LAN et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le cloud), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les offres de vidéoconférence, ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus,
 - et les **Services et équipements mobiles** : ils comprennent les services mobiles (voir ci-dessus) et les ventes d'équipements mobiles (voir ci-dessus) y compris les ventes d'accessoires ;
- et pour le secteur opérationnel Opérateurs internationaux & Services partagés :
 - les activités de déploiement du réseau international et longue distance, l'activité de pose et de maintenance des câbles sous-marins ainsi que l'activité de vente et de services aux opérateurs internationaux,
 - et les services partagés, qui hébergent les fonctions support et transverses de l'ensemble du Groupe, Sofrecom et ses filiales, les activités Contenus et Audience, ainsi que la marque Orange. Les services partagés sont en grande partie refacturés aux autres secteurs opérationnels à travers des redevances de marque, des prestations de services Groupe et des refacturations spécifiques au cas par cas.

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 2.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat consolidé de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Données contributives : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

Données sociales : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

EBITDA : résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations, et avant résultat des entités mises en équivalence (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDA ne constitue pas un

agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

EBITDA ajusté : EBITDA (voir cette définition) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille de titres et d'activités, des coûts de restructuration et d'intégration, et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques qui sont systématiquement précisés (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDA ajusté ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Endettement financier net : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités d'Orange Bank pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (a) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), diminués (b) des dépôts versés de cash collatéral, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie et de couverture d'investissement net, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas (flux de trésorerie futurs, actif net en devise). Les effets des couvertures de ces éléments sont comptabilisés en capitaux propres. En conséquence, les "éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couvertures en vie" sont ajoutés à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 7.4 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 2.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS*).

Impôts et taxes d'exploitation : impôts et taxes incluant la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur services de télécommunication.

Investissements corporels et incorporels : voir CAPEX.

Investissements financiers : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Salaires et charges : voir Charges de personnel.

Services d'intégration et des technologies de l'information (Entreprises) : voir Chiffre d'affaires.

Services de données (Entreprises) : voir Chiffre d'affaires.

Services de voix (Entreprises) : voir Chiffre d'affaires.

Services et équipements mobiles (Entreprises) : voir Chiffre d'affaires.

Services fixes : voir Chiffre d'affaires.

Services mobiles : voir Chiffre d'affaires.

Variation du besoin en fonds de roulement : la variation du besoin en fonds de roulement comprend :

- la **Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation**, qui comprend i) la variation des stocks bruts, ii) la variation des créances clients brutes, et iii) la variation des dettes de fournisseurs d'autres biens et services ;
- et la **Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation**, qui comprend i) la variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation), et ii) la variation des flux d'exploitation liés aux opérations d'Orange Bank.

Ventes d'équipements mobiles : voir Chiffre d'affaires.

3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, le 27 juillet 2017

Le Directeur Général Délégué, Finance et Stratégie
Ramon Fernandez

4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 27 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

KPMG SA

ERNST & YOUNG Audit

Marie Guillemot

Charles-Emmanuel Chosson